



Institut de recherche sur l'immigration et
sur les pratiques interculturelles et inclusives
Collège de Maisonneuve

Rapport

Portrait-diagnostic de la situation en matière d'attraction, d'intégration et de pleine participation des personnes immigrantes et des minorités ethnoculturelles

Présenté à

Bureau du développement social
Ville de Trois-Rivières

Mai 2026

Remerciements

Dans le cadre de cette démarche, l'équipe de l'IRIPII remercie chaleureusement les personnes immigrantes et non immigrantes ayant répondu au questionnaire diffusé en ligne. Nous remercions également les services municipaux, les organisations socioéconomiques partenaires ainsi que les services sociaux qui ont partagé leur expérience lors des entrevues de groupe.

TABLE DES MATIÈRES

FAITS SAILLANTS.....	4
1. INTRODUCTION.....	5
2. PRÉSENTATION DE L'IRIPII ET DU COLLÈGE DE MAISONNEUVE.....	5
3. MANDAT ET OBJECTIFS DE LA DÉMARCHE.....	6
4. CONSIDÉRATIONS MÉTHODOLOGIQUES.....	7
5. CONTEXTE.....	8
5.1 Évolution de l'enjeu de l'immigration.....	8
5.2 Rapport annuel de SANA.....	9
5.3 Politique pour les personnes immigrantes	9
5.4 Plan d'action en développement social.....	11
5.5 Guide pour les personnes nouvellement arrivées.....	11
6. ANALYSE DES RÉSULTATS.....	13
6.1 Portrait quantitatif de la population immigrante.....	13
6.2 Motivations d'installation sur le territoire de Trois-Rivières.....	18
6.3 Enjeux liés à l'intégration sociale.....	21
6.4 Enjeux liés à l'intégration professionnelle.....	27
6.5 Enjeux liés à l'accueil et à l'intégration.....	31
7. Forces, faiblesses, opportunités et menaces.....	36
8. DISCUSSION.....	38
8. PISTES DE SOLUTIONS ET LEVIERS D'ACTION.....	39
9. CONCLUSION.....	41
BIBLIOGRAPHIE.....	42
GLOSSAIRE.....	43

FAITS SAILLANTS

- Le nombre de répondant.e.s par questionnaire à Trois-Rivières (56 % de femmes et 44 % d'hommes) est de 193 dont la moitié est âgée de 35 à 44 ans. Ils sont pour la plupart des immigrants de première génération (87 %). 7 personnes ont été rencontrées en entrevues de groupe.
- Les **langues maternelles** les plus parlées par les répondant.e.s sont respectivement le français (43 %), l'espagnol (19 %) et l'anglais (10 %). La plupart des trifluviens sondés sont arrivés durant les deux dernières années; 39 % en 2024 et 29 % en 2025.
- Le Cameroun, la France et la Colombie sont **les pays d'origine** de la majorité des personnes immigrantes à Trois-Rivières (19 %, 11 % et 8%). Les personnes sondées sont majoritairement des minorités visibles et plus de la moitié des répondant.e.s est de niveau universitaire (53 %).
- L'accès au **logement** demeure une préoccupation majeure à Trois-Rivières. Près de 38 % de répondants déclarent avoir déjà connu des difficultés pour trouver un logement correspondant à leur besoin. Les difficultés concernent principalement le coût trop élevé et le manque de logements disponibles.
- Les résultats montrent que la discrimination, bien que déclarée comme peu fréquente, est bel et bien présente dans le contexte trifluvien, avec des expériences concrètes rapportées par certains répondant.e.s, laissant entrevoir des dynamiques différenciées et une possible sous-déclaration du phénomène.
- Trois-Rivières est globalement perçue comme une municipalité dans laquelle il **fait bon vivre** et la population trifluvienne est plutôt accueillante envers les personnes immigrantes. La qualité de vie, la sécurité et l'environnement familial motivent fortement le choix de la ville.
- Près du quart des répondant.e.s soulignent un réseau de soutien (famille, amis) très faible ou plutôt faible à Trois-Rivières. **L'isolement** semble être une préoccupation réelle pour plusieurs répondant.e.s.
- Les organismes spécialisés existent, mais ne jouent pas leur rôle d'intermédiaires clés. Globalement, on note une **relative méconnaissance des ateliers d'adaptation** et d'intégration à la société québécoise.
- Les répondant.e.s sont d'avis que l'intégration professionnelle (emploi), l'intégration sociale (sentiment d'appartenance) et la promotion des occasions de rencontres et de rapprochements interculturels sont les **activités à prioriser pour faciliter l'intégration** des personnes immigrantes.
- **La sécurité** n'est pas une préoccupation ressentie par la plupart des populations immigrantes. La majorité (96 %) se sent parfaitement en sécurité dans la municipalité de Trois-Rivières.

1. Introduction

La Ville de Trois-Rivières, située au cœur de la Mauricie et au carrefour du corridor Québec–Montréal, connaît depuis plusieurs années une évolution de sa réalité démographique marquée par la diversification de sa population. Dans ce contexte, la municipalité souhaite poursuivre ses efforts afin de favoriser un milieu de vie accueillant et inclusif, propice à l'établissement durable des personnes immigrantes et des minorités ethnoculturelles.

Soutenue par le Programme d'appui aux collectivités (PAC) du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI), la Ville a entrepris une démarche visant à mieux documenter les réalités vécues sur son territoire. Ce portrait a pour objectif de soutenir la planification municipale et d'orienter les actions à mettre en place en matière d'attraction, d'accueil, d'intégration et de participation à la vie collective.

Dans le cadre de l'élaboration de son prochain plan d'action en immigration, la Ville de Trois-Rivières a mandaté l'Institut de recherche sur l'intégration professionnelle des immigrants (IRIPI) afin de dresser un état de situation et d'identifier les leviers permettant de renforcer la concertation des partenaires et la participation des personnes immigrantes à la communauté trifluvienne.

2. Présentation du Collège de Maisonneuve et de l'IRIPI

Le Collège de Maisonneuve

Le Collège de Maisonneuve est l'un des principaux établissements collégiaux du Québec. Chaque année, il accueille près de 7 000 étudiantes et étudiants et se distingue par un milieu de vie marqué par la diversité culturelle et l'ouverture sur le monde. Cette richesse interculturelle constitue un levier important de formation citoyenne et de développement social au sein de l'établissement.

Au-delà de sa mission d'enseignement, le Collège de Maisonneuve contribue activement au développement des milieux de pratique par l'entremise de ses centres de recherche et de transfert. Il abrite trois centres collégiaux de transfert de technologie (CCTT), qui soutiennent les organisations publiques, parapubliques, communautaires et privées dans leurs démarches d'innovation sociale, technologique et scientifique.

L'Institut de recherche sur l'immigration et sur les pratiques interculturelles et inclusives (IRIPII)

L'Institut de recherche sur l'immigration et sur les pratiques interculturelles et inclusives (IRIPII) est un centre de recherche affilié au Collège de Maisonneuve. À titre de centre collégial de transfert de technologie en pratiques sociales novatrices, sa mission consiste à soutenir les milieux dans la compréhension des enjeux liés à l'immigration, à l'interculturalité et à l'inclusion, et à favoriser la pleine participation sociale et professionnelle des personnes issues de l'immigration.

L'IRIPII réalise des activités de recherche appliquée, de transfert de connaissances, de formation et d'accompagnement à l'innovation auprès de divers partenaires : organismes publics et communautaires, municipalités et MRC, entreprises, établissements d'enseignement et ordres professionnels. Par ses travaux, il contribue au développement de pratiques inclusives, à l'amélioration des services et à la concertation des acteurs concernés par les dynamiques migratoires.

3. Mandat et objectifs de la démarche

Dans le cadre de l'entente du Programme d'appui aux collectivités (PAC) conclue avec le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI), la Ville de Trois-Rivières entreprend l'actualisation du portrait de l'accueil, de l'intégration et de la pleine participation des personnes immigrantes et des minorités ethnoculturelles sur son territoire. Cette démarche vise à mettre à jour les données recueillies en 2021 afin de tenir compte des transformations démographiques, sociales et économiques récentes. Elle a pour objectif de fournir un diagnostic précis permettant d'orienter les décisions municipales et celles des partenaires dans l'élaboration d'un plan d'action triennal favorisant la cohésion sociale et le développement d'un milieu de vie inclusif.

Le mandat confié à l'IRIPII consiste à compléter les informations issues des consultations territoriales par une collecte qualitative auprès de personnes immigrantes de statuts variés, afin de documenter plus finement les réalités vécues et les défis spécifiques rencontrés. L'ensemble des données permettra de réviser le diagnostic initial, d'actualiser l'analyse stratégique et d'identifier les progrès ainsi que les enjeux émergents. Cette démarche soutiendra l'adaptation des services et des actions locales, dans le but de renforcer les relations interculturelles et de favoriser la participation sociale, économique et citoyenne de l'ensemble de la population trifluvienne.

4. Considérations méthodologiques

Afin de documenter les enjeux, défis ainsi que les forces de l'écosystème trifluvien en matière d'accueil, d'intégration et de pleine participation (AIPP) des personnes immigrantes et des minorités ethnoculturelles, l'IRIPII a retenu une approche méthodologique mixte combinant des données quantitatives et qualitatives. Les différentes étapes de la démarche ont été menées de façon complémentaire afin de croiser les perspectives et d'assurer une compréhension globale des réalités territoriales.

Dans un premier temps, une revue de littérature a été réalisée à partir d'articles scientifiques, de littérature grise, de documents institutionnels et de rapports produits par les acteurs du milieu. Cette analyse a permis d'établir le cadre de référence de la recherche et d'orienter les thématiques abordées lors de la collecte de données.

En deuxième lieu, une enquête par questionnaire a été réalisée auprès de personnes immigrantes (193 répondant.es) établies à Trois-Rivières afin de documenter, de manière chiffrée, leurs parcours d'accueil, d'intégration et de participation à la vie collective. Cette démarche visait à dégager des tendances statistiques sur les réalités vécues localement.

La stratégie de diffusion, incluant les actions de mobilisation et les mécanismes de relance, a été élaborée en concertation avec le comité de pilotage afin d'assurer une portée optimale et une participation diversifiée.

Parallèlement, une collecte qualitative a été menée sous forme d'entrevues de groupe en visioconférence. Celles-ci visaient à documenter les expériences vécues par les personnes immigrantes, les perspectives des acteurs du territoire ainsi que les forces et limites de l'écosystème local. Au total, 7 personnes ont été rencontrées, réparties entre des représentants d'organisations locales, des acteurs économiques et des résidentes et résidents issus de l'immigration. Les groupes restreints ont favorisé des échanges approfondis, permettant d'interpréter et de nuancer les résultats quantitatifs.

L'ensemble de la démarche a été réalisé en étroite collaboration avec la Ville de Trois-Rivières et le comité de pilotage du PAC, notamment pour le recrutement des participants et le suivi de l'échéancier, afin d'assurer la cohérence et la pertinence des résultats produits.

5. Contexte

Au cours des dernières années, la Ville de Trois-Rivières a connu une évolution progressive de sa réalité migratoire, qui contribue à transformer la composition sociale et culturelle de son territoire. Bien que la majorité de la population demeure citoyenne canadienne, les données du recensement de 2021 montrent une diversification croissante des origines des personnes immigrantes résidant dans la municipalité. Cette diversité se manifeste notamment par la pluralité des pays de provenance et des langues maternelles présentes dans la ville. Dans ce contexte, les institutions locales ont développé différentes politiques, programmes et outils afin de soutenir l'accueil, l'intégration et la pleine participation des personnes immigrantes. Le portrait suivant présente à la fois les principales caractéristiques socio-démographiques de l'immigration à Trois-Rivières et les initiatives mises en place pour favoriser une intégration durable au sein de la communauté trifluvienne.

5.1 Évolution de l'enjeu d'immigration au sein de Trois-Rivières

Entre 2022 et 2026, les enjeux passent d'une logique d'installation à une logique d'intégration durable. Bien qu'en 2022 les difficultés concernent surtout l'arrivée (logement, information, emploi). En 2026, l'attention se déplace vers l'enracinement, la participation et le sentiment d'appartenance.

Le profil des personnes immigrantes évolue vers une plus grande stabilité des statuts. Par exemple, en 2022, la présence d'étudiant.e.s et de personnes en situation transitoire est marquée. En 2026, on observe davantage de résident.e.s permanent.e.s et de citoyen.ne.s naturalisé.e.s.

Les enjeux d'accès aux ressources demeurent, mais changent de nature. En 2022, il s'agit surtout d'accès initial aux services et à l'information. En 2026, les défis concernent davantage la continuité des parcours et l'adéquation des services.

La discrimination ne disparaît pas, mais devient moins visible dans les données. En 2022, elle est clairement identifiée et exprimée dans plusieurs sphères. En 2026, elle est moins déclarée, mais toujours présente, possiblement sous forme plus diffuse.

La participation sociale devient un enjeu central de l'intégration. En 2022, les préoccupations portent sur l'installation et l'accès aux ressources. En 2026, l'enjeu se situe davantage dans la création de liens, la participation et l'inclusion réelle.

D'après le dernier recensement de la population de 2021, à Trois-Rivières, 96 % de la population est citoyenne canadienne, une proportion un peu moindre que la Mauricie (98 %) et un peu plus élevée que dans l'ensemble du Québec (94 %). Parmi les continents de provenance des immigrants résidents de Trois-Rivières, l'Afrique occupe la première position avec 37 %, suivie des Amériques (28 %), de l'Europe (23 %) et de l'Asie (12 %);

Les pays de provenance les plus fréquents pour l'ensemble des immigrants sont la France (15 %) et la Colombie (13 %), puis, dans des proportions bien moindres, le Maroc (6 %), l'Algérie (4 %)

et la République démocratique du Congo (4 %). Les autres pays de provenance représentent ensemble 59 %, mais aucun ne compte un nombre significatif de ressortissants résidants à Trois-Rivières;

L'immigration récente affiche un profil différent de l'ensemble, avec le Cameroun et la Côte d'Ivoire en première position (11 % chacun), suivis de la France (7 %) et de la Colombie (7 %).

On n'observe pas de transformation importante des langues maternelles entre 2022 et 2026 à Trois-Rivières. Les mêmes langues dominantes, notamment l'espagnol (32%) et l'arabe (23%), étaient déjà présentes en 2022 et demeurent en tête en 2026 (N=4875).

La différence se situe surtout dans la structure et la visibilité des données. En 2026, le profil linguistique apparaît plus concentré et mieux défini autour de ces deux langues, alors qu'en 2022, la diversité était plus diffuse et moins clairement hiérarchisée.

5.2 Rapport annuel du SANA 2024-2025¹

Le Service d'aide aux nouveaux arrivants (SANA) de Trois-Rivières est l'organisme pivot en matière d'immigration dans la capitale de la Mauricie. Ce service dessert toute personne immigrante sur le territoire, et ce, peu importe son statut d'immigration. Sa mission est d'offrir des services d'accueil, d'aide à l'établissement et à l'intégration, de promouvoir l'apprentissage et l'utilisation de la langue française et de favoriser le rapprochement interculturel pour permettre aux nouveaux arrivants de devenir autonomes rapidement afin qu'ils puissent se faire une place dans la grande ville de Trois-Rivières et participer à son développement socio-économique.

Les services diversifiés du SANA s'articulent autour du Programme d'Accompagnement et de Soutien à l'Intégration (PASI) qui vise à soutenir les personnes immigrantes dans leurs démarches d'installation, de sorte qu'elles puissent participer activement à la vie collective québécoise tout en apprenant le français.

Ce programme se décline en quatre volets : l'installation (service individuel), l'accueil et installation des personnes réfugiées et des personnes protégées à titre humanitaire outre frontière et prises en charge par l'État (RPCE), le soutien aux personnes ayant demandé l'asile et le soutien à la pleine participation.

En 2024, 1339 nouveaux arrivants sont passés par le service d'accueil, 111 personnes réfugiées ont été accompagnées, 210 nouveaux demandeurs d'asile ont obtenu du soutien et 1194 personnes ont pris part aux 37 activités offertes par l'équipe du soutien à la pleine participation.

L'analyse des rapports du SANA 2023-2024 et 2024-2025 montre une intensification des besoins des personnes immigrantes. L'augmentation du nombre de personnes accompagnées,

¹ <https://www.sana3r.ca/wp-content/uploads/2025/06/Rapport-annuel-2024-2025.pdf>

notamment les nouveaux arrivants, les personnes réfugiées et les demandeurs d'asile, confirme que Trois-Rivières s'inscrit dans une dynamique d'accueil plus soutenue et plus diversifiée.

Cette diversification des profils migratoires s'accompagne d'une complexification des enjeux d'intégration. Le renforcement du PASI et la structuration de ses volets traduisent une adaptation des services à des réalités plus différenciées, notamment pour les personnes en situation de vulnérabilité. Cette tendance est cohérente avec les résultats du rapport 2026 de l'IRIPII, qui mettent en évidence des difficultés persistantes liées à l'emploi, au logement, à l'accès à l'information et à la reconnaissance des compétences, malgré une amélioration perçue de la qualité de vie et du sentiment de sécurité.

Par ailleurs, l'importance accordée à la participation sociale dans le rapport 2024-2025 du SANA montre que plusieurs répondants expriment un sentiment d'appartenance moyen et une participation limitée aux activités municipales, les efforts du SANA pour mobiliser les personnes immigrantes à travers des activités collectives apparaissent comme une réponse concrète à cet enjeu. Cela confirme que l'intégration ne repose pas uniquement sur l'accès aux services, mais aussi sur la capacité à créer des liens et à favoriser l'inclusion sociale.

La mise en relation des deux rapports met en évidence un déplacement des enjeux d'immigration à Trois-Rivières. Alors que les rapports antérieurs mettaient davantage l'accent sur l'accueil et l'installation, les données récentes montrent que les défis se situent désormais dans la consolidation des parcours d'intégration. Le SANA apparaît ainsi comme un acteur clé dans cette transition, en soutenant non seulement l'arrivée des personnes immigrantes, mais aussi leur participation sociale, leur insertion professionnelle et leur ancrage durable dans la communauté trifluvienne.

5.3 Politique pour les personnes immigrantes et nouvellement arrivées – Ville de Trois-Rivières

La Politique pour les personnes immigrantes et nouvellement arrivées de la Ville de Trois-Rivières établit les grandes orientations municipales afin de favoriser l'accueil, l'intégration et l'inclusion des personnes immigrantes dans la communauté. Cette politique reconnaît l'apport des personnes issues de l'immigration au développement économique, social et culturel de la ville et vise à créer un environnement favorable à leur épanouissement. Elle s'inscrit dans une vision de ville ouverte et inclusive, où la diversité culturelle est considérée comme une richesse pour la collectivité.

La politique repose sur plusieurs axes d'intervention, notamment l'amélioration de l'accueil et de l'information aux nouveaux arrivants, l'accessibilité aux services municipaux, le soutien à l'intégration socioprofessionnelle et la promotion du vivre-ensemble. Elle encourage également la collaboration entre les institutions publiques, les organismes communautaires et les acteurs socioéconomiques afin de répondre aux besoins des personnes immigrantes et de faciliter leur participation à la vie citoyenne.

Enfin, cette politique met l'accent sur la mobilisation collective. L'intégration des personnes immigrantes est présentée comme une responsabilité partagée par l'ensemble de la communauté trifluvienne. Les actions proposées visent à favoriser les rencontres interculturelles, à valoriser les contributions des personnes immigrantes et à renforcer la cohésion sociale dans la ville.

5.4 Plan d'action en développement social 2023-2026 – Ville de Trois-Rivières

Le Plan d'action en développement social 2023-2026 constitue un cadre stratégique pour améliorer la qualité de vie des citoyens de Trois-Rivières et réduire les inégalités sociales. Ce plan vise à renforcer la solidarité, l'inclusion et la participation citoyenne en mobilisant les différents partenaires du territoire, dont les organismes communautaires, les institutions publiques et les acteurs économiques. L'objectif est de développer des actions concrètes permettant de répondre aux besoins des populations vulnérables et de favoriser une communauté plus inclusive.

Dans cette perspective, l'immigration et la diversité ethnoculturelle sont intégrées comme des dimensions importantes du développement social. Le plan encourage la création d'environnements favorables à l'intégration des nouveaux arrivants, notamment par l'accès aux services, le développement d'activités de rapprochement interculturel et la participation à la vie communautaire. Les initiatives visent également à renforcer le sentiment d'appartenance et à favoriser la collaboration entre les différentes communautés.

Le plan repose sur une approche partenariale et territoriale. Les actions prévues sont élaborées en collaboration avec les acteurs du milieu et visent à améliorer les conditions de vie dans plusieurs domaines, comme l'inclusion sociale, la participation citoyenne et le vivre-ensemble. Cette approche permet de soutenir une vision de développement social durable, où la diversité et la solidarité contribuent à la vitalité de la communauté trifluvienne.

5.5 Guide pour les personnes nouvellement arrivées à Trois-Rivières (2024)

Le Guide pour les personnes nouvellement arrivées à Trois-Rivières a pour objectif de faciliter l'installation et l'intégration des nouveaux arrivants dans la ville. Il présente les principales informations utiles pour comprendre le fonctionnement des services publics, accéder aux ressources locales et s'orienter dans les démarches administratives. Le guide vise à offrir aux nouveaux résidents un premier point de repère pour s'adapter à leur nouvel environnement et mieux comprendre les services disponibles.

Le document aborde plusieurs aspects essentiels de la vie quotidienne, notamment le logement, l'emploi, l'éducation, la santé, le transport et les services communautaires. Il informe également les nouveaux arrivants sur les ressources disponibles pour l'apprentissage du français, la reconnaissance des compétences professionnelles et l'accompagnement dans la recherche d'emploi. Ces informations visent à soutenir une intégration socioéconomique réussie.

Enfin, le guide met en valeur les ressources locales et les organismes qui accompagnent les personnes immigrantes dans leur parcours d'installation. Il encourage les nouveaux arrivants à

participer à la vie communautaire, à découvrir les services culturels et sociaux de la ville et à tisser des liens avec la population locale. Cette démarche vise à renforcer le sentiment d'appartenance et à favoriser une intégration durable au sein de la communauté trifluvienne.

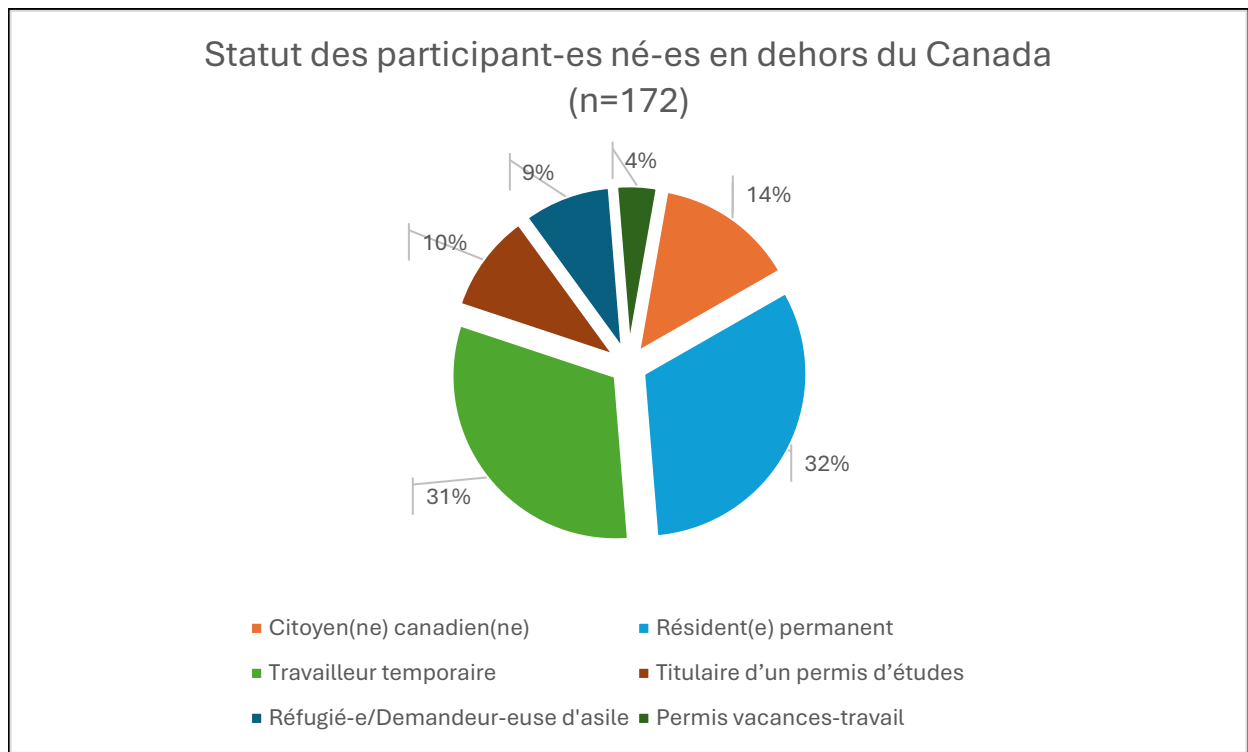
L'analyse du portrait socio-démographique et des politiques municipales met en évidence une transformation graduelle de la réalité migratoire à Trois-Rivières. Bien que la proportion de personnes immigrantes demeure relativement modeste comparativement à certaines grandes villes du Québec, leur présence contribue de plus en plus à la vitalité sociale, culturelle et économique du territoire. Les données montrent également une diversification des origines géographiques et linguistiques des nouveaux arrivants, ce qui nécessite des réponses adaptées en matière d'accueil et d'intégration. Dans ce contexte, les initiatives mises en place par la Ville et ses partenaires, notamment le SANA, les politiques municipales et les plans d'action en développement social, constituent des leviers importants pour soutenir l'intégration des nouveaux arrivants. Ces actions visent à favoriser l'accès aux services, le rapprochement interculturel et la participation à la vie collective. Elles témoignent d'une volonté institutionnelle de faire de la diversité un facteur de développement et de cohésion sociale. Le renforcement de ces démarches apparaît ainsi essentiel pour accompagner l'évolution démographique de la ville et consolider un milieu de vie inclusif et dynamique.

6. Analyse des résultats

6.1 Portrait quantitatif de la population immigrante

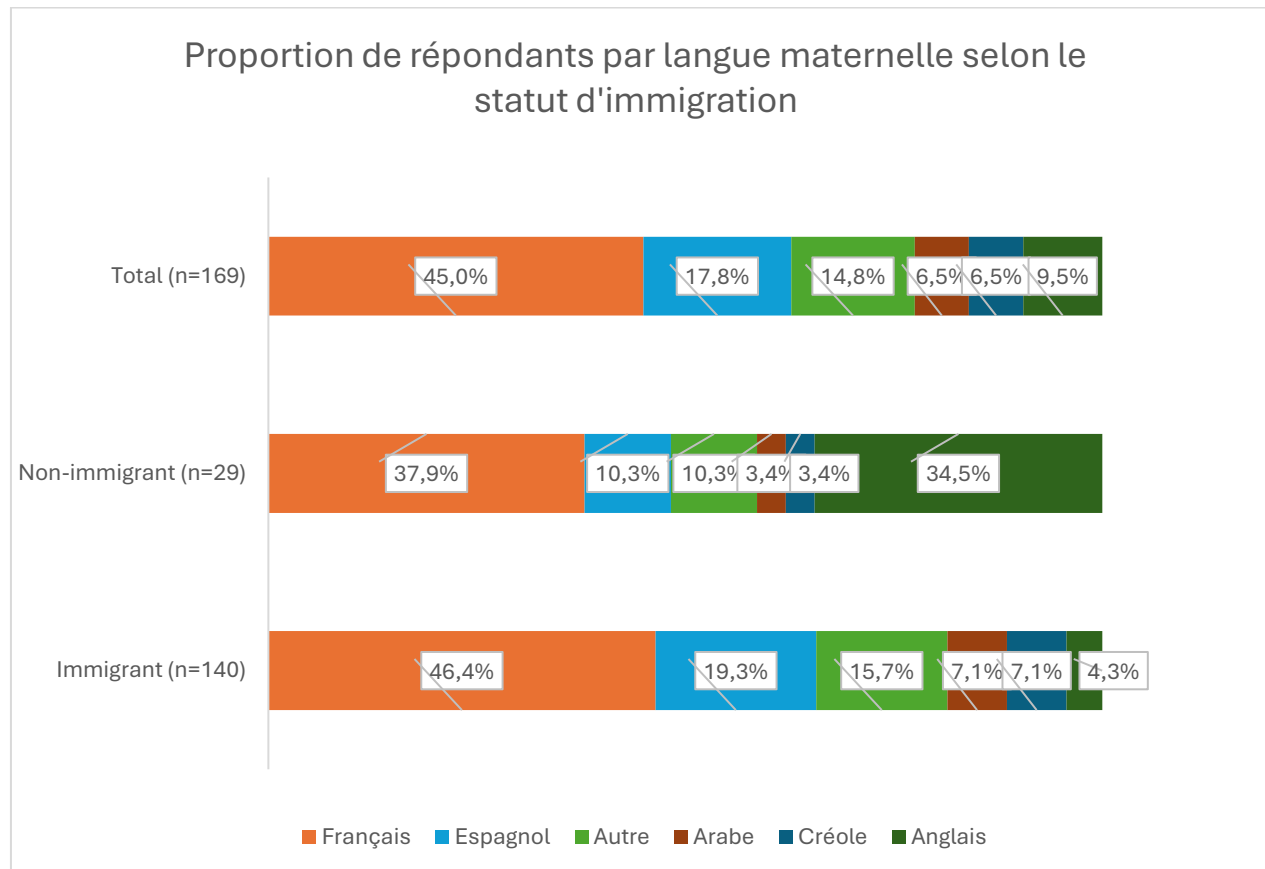
Le nombre de répondants à Trois-Rivières (56 % de femmes et 44 % d'hommes) est de 193 dont la moitié est âgée de 35 à 44 ans. 9 répondants sur 10 résident à Trois-Rivières. Ils sont majoritairement nés hors du Canada et sont pour la plupart des immigrants de première génération (87 %).

Figure 1 : Le statut d'immigration des personnes immigrantes à Trois-Rivières



La majorité des participant-es né-es à l'extérieur du Canada détiennent un statut de résident-e permanent-e (32 %) ou citoyen-ne canadien-ne (31 %), ce qui représente près des deux tiers de l'échantillon. Les statuts temporaires demeurent significatifs, notamment les travailleurs temporaires (14 %) et les titulaires de permis d'études (10 %), indiquant une présence non négligeable de mobilité récente. Les réfugié-e-s et demandeur-euse-s d'asile (9 %) constituent une proportion plus restreinte, mais notable au regard des enjeux d'intégration spécifiques à ce groupe. Le profil révèle une population majoritairement en situation d'établissement durable, mais comprenant aussi une part importante de statuts précaires ou transitoires.

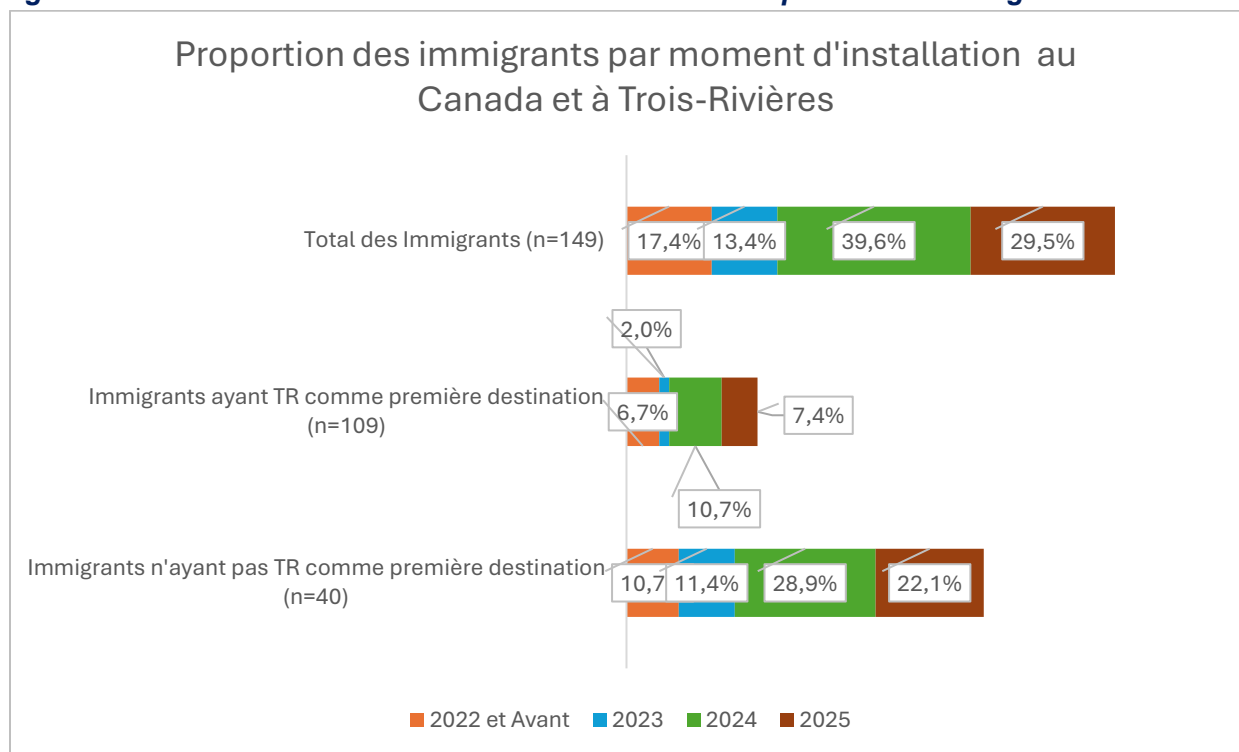
Figure 2 : Proportion de répondants par langue maternelle selon le statut d'immigration



Le français constitue la langue maternelle dominante dans l'échantillon total (45 %), mais cette proportion est plus élevée chez les immigrants (46,4 %) que chez les non-immigrants (37,9 %). L'espagnol (17,8 % au total) et l'arabe (14,8 %) sont principalement associés au groupe immigrant, ce qui reflète une diversité linguistique plus marquée dans cette population.

Les non-immigrants se distinguent par une proportion nettement plus élevée d'anglophones (34,5 %) comparativement aux immigrants (4,3 %). Les données montrent que le statut d'immigration est fortement corrélé à la diversification linguistique, les immigrants présentant une répartition plus variée des langues maternelles.

Figure 3 : Les années de résidence à Trois-Rivières des personnes immigrantes



La majorité des immigrants se sont installés récemment, avec une forte concentration en 2024 (39,6 %) et 2025 (29,5 %), ce qui indique une intensification récente des arrivées.

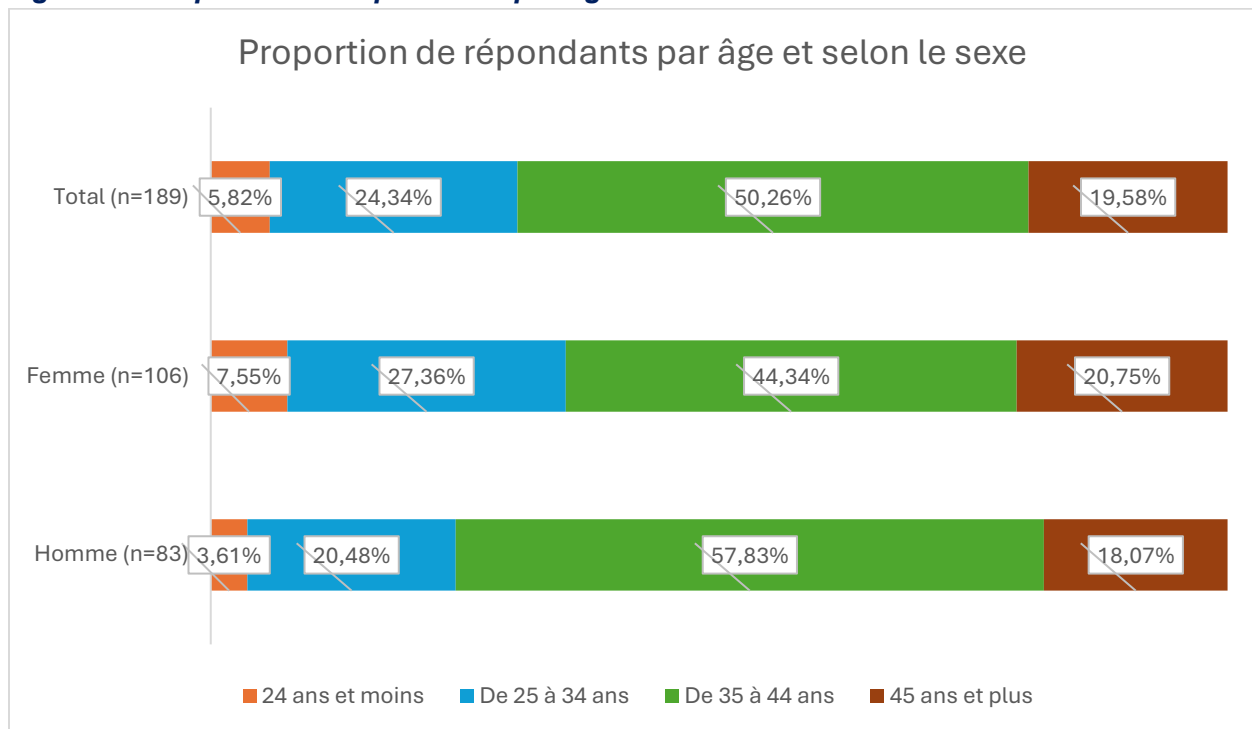
Parmi ceux ayant choisi Trois-Rivières comme première destination (n=109), les proportions sont relativement équilibrées entre 2023 et 2024, suggérant une attractivité progressive du territoire.

Les immigrants n'ayant pas choisi Trois-Rivières comme première destination présentent une répartition plus étalée, avec une part importante arrivée en 2024 (28,9 %) et 2025 (22,1 %), ce qui traduit un mouvement secondaire vers la ville. Les données indiquent que la dynamique migratoire vers Trois-Rivières est principalement un phénomène récent et en croissance, particulièrement marqué depuis 2024.

Les résidents permanents et les travailleurs temporaires constituent la plupart des répondants (107; 63 %). 1 répondant sur 10 est titulaire d'un permis d'études.

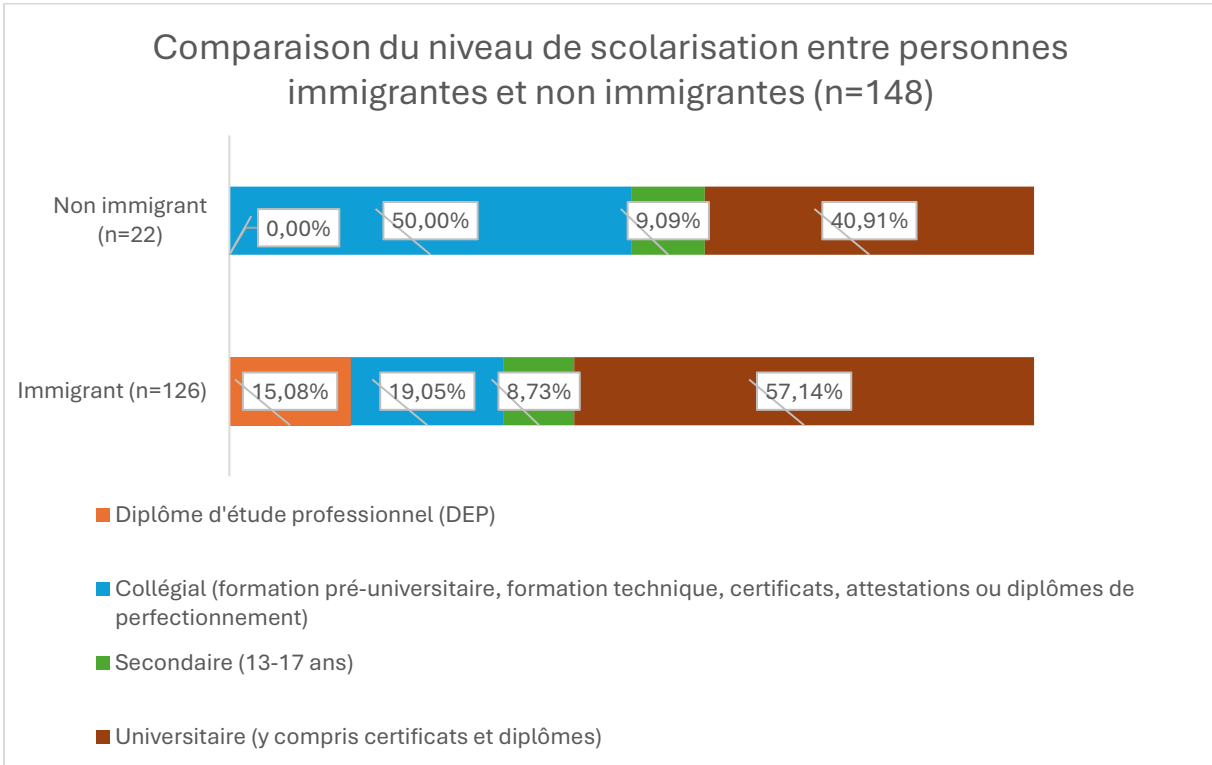
Le quart des répondants (41) installés actuellement ont résidé ailleurs au Québec avant leur installation à Trois-Rivières. Le Cameroun, la France et la Colombie sont les pays d'origine de la majorité des personnes immigrantes à Trois-Rivières (19 %, 11 % et 8 %).

Figure 4 : Proportion de répondants par âge et selon le sexe



L'échantillon est majoritairement composé de personnes âgées de 35 à 44 ans (50,26 %), ce qui indique une population principalement en âge actif avancé. Les femmes sont proportionnellement plus présentes dans les groupes 25–34 ans (27,36 %) et 24 ans et moins (7,55 %) que les hommes. Les hommes sont surreprésentés dans la tranche 35–44 ans (57,83 %), ce qui accentue la concentration masculine dans le cœur de l'âge actif. La proportion des 45 ans et plus est relativement similaire chez les femmes (20,75 %) et les hommes (18,07 %), suggérant une stabilité dans les groupes plus âgés. La structure d'âge révèle un profil démographique centré sur la population active intermédiaire, avec une légère polarisation masculine dans la tranche 35–44 ans.

Figure 5 : Comparaison du niveau de scolarisation entre personnes immigrantes et non immigrantes



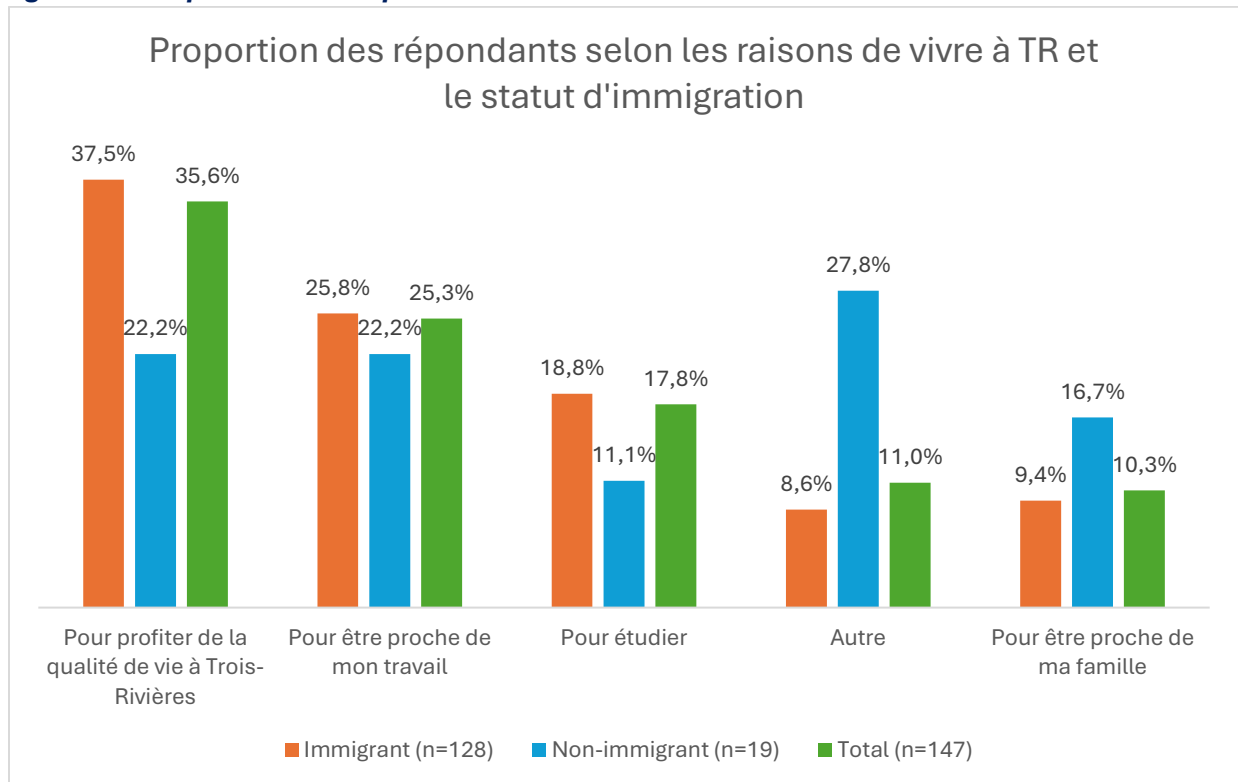
Le tableau met en évidence un capital scolaire plus fortement universitaire chez les immigrants, suggérant un potentiel de surqualification ou de déclassement à examiner. Les personnes immigrantes présentent un niveau de scolarité nettement plus élevé : 57,1 % détiennent un diplôme universitaire, contre 40,9 % chez les non-immigrants.

À l'inverse, les non-immigrants sont proportionnellement plus nombreux à avoir un niveau collégial (50 % contre 19,1 % chez les immigrants). Les immigrants affichent également une présence plus marquée au niveau du DEP (15,1 %), alors que cette catégorie est inexistante chez les non-immigrants (0 %).

6.2 Motivations d'installation sur le territoire de Trois-Rivières

Les motivations d'installation à Trois-Rivières sont assez diverses et insistent notamment sur la qualité de vie à Trois-Rivières, la proximité du travail, les études et la proximité familiale.

Figure 6 : Proportion des répondants selon les raisons de vivre à Trois-Rivières

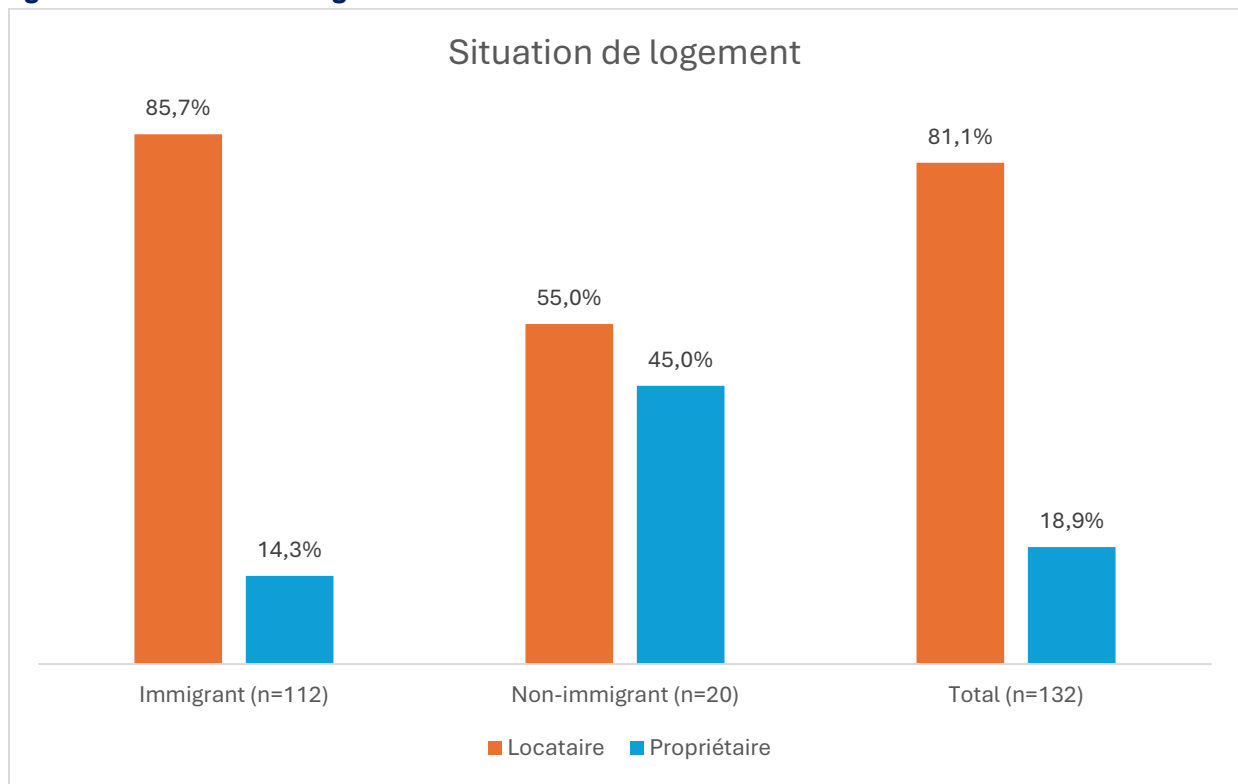


La qualité de vie constitue la principale motivation pour vivre à Trois-Rivières, particulièrement chez les immigrants (37,5 %), confirmant l'attractivité du milieu. La proximité du travail arrive en deuxième position et demeure relativement comparable entre immigrants (25,8 %) et non-immigrants (22,2 %). Une personne disait que la motivation de s'installer à Trois-Rivières est liée au travail : « C'est pour cela qu'on a choisi Trois-Rivières, donc parce qu'on a eu une opportunité de travail ici pour mon mari. » (E-1).

Les non-immigrants mentionnent plus fréquemment la catégorie « autre » (27,8 %), ce qui suggère des motivations plus diversifiées ou moins captées par les choix proposés. La distance était à l'origine du choix de Trois-Rivières, comme l'explique cette répondante : « En se renseignant, on a trouvé que Trois-Rivières était un peu le juste milieu, un peu pour concilier ce qu'on voulait. » (E-2)

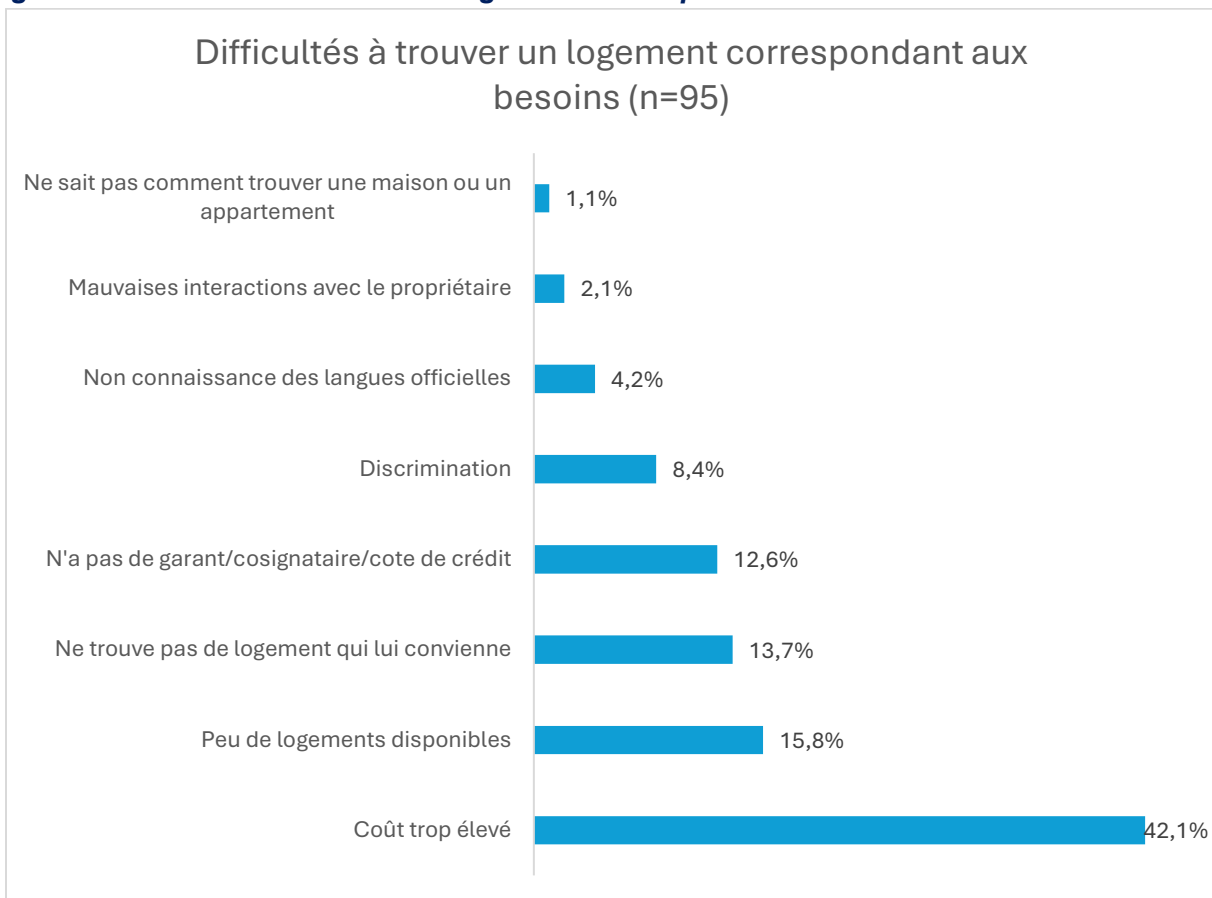
Les raisons liées aux études et à la famille demeurent secondaires, mais les immigrants se distinguent légèrement par une motivation plus élevée liée aux études (18,8 %).

Figure 7: Situation de logement



La très grande majorité des immigrants sont locataires (85,7 %), ce qui contraste fortement avec les non-immigrants, dont 45 % sont propriétaires. Le taux de propriété chez les immigrants demeure faible (14,3 %), révélant un accès limité à la propriété résidentielle. Les non-immigrants présentent une situation plus équilibrée entre location (55 %) et propriété (45 %), suggérant une plus grande stabilité résidentielle. Ces données indiquent une vulnérabilité structurelle plus marquée des immigrants sur le plan du logement et du patrimoine immobilier.

Figure 8 : Difficultés à trouver un logement correspondant aux besoins



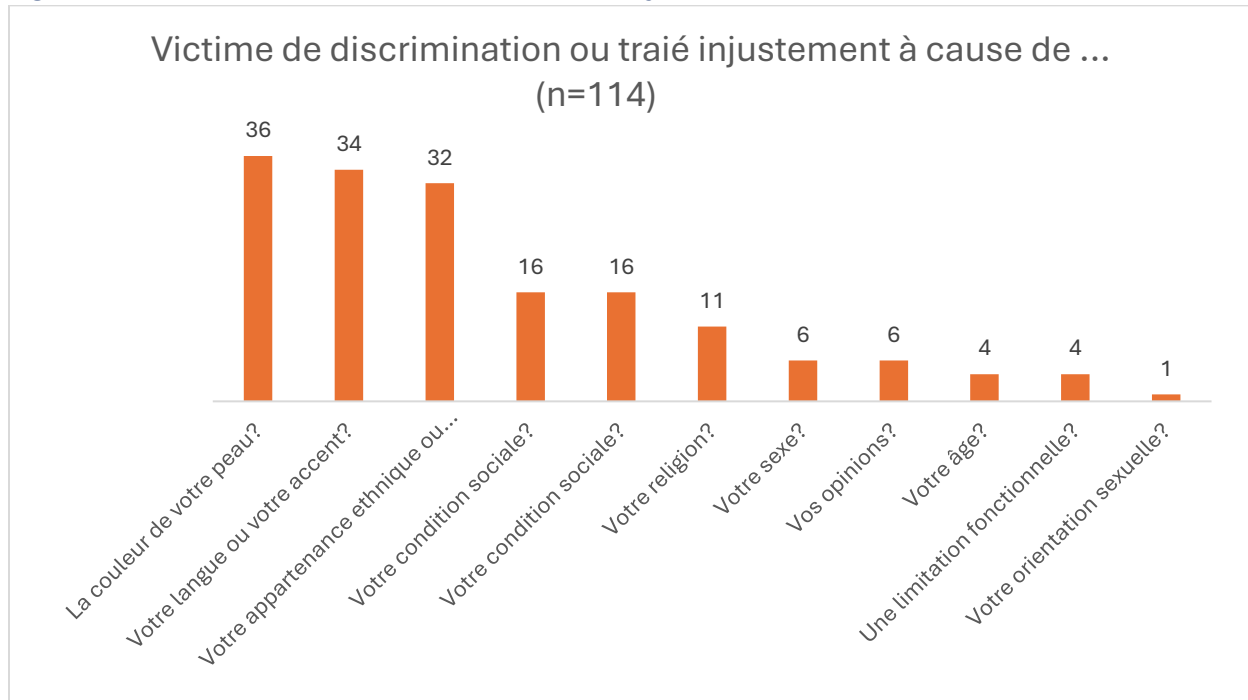
L'accès au logement demeure une préoccupation majeure à Trois-Rivières. Près 38 % (56) de répondants déclarent avoir déjà connu des difficultés pour trouver un logement correspondant à leur besoin. Les difficultés concernent principalement le coût trop élevé et le manque de logements disponibles. Le principal obstacle à l'accès au logement est clairement le coût trop élevé (42,1 %), ce qui indique une contrainte économique dominante. La rareté de l'offre (15,8 %) et l'inadéquation des logements disponibles (13,7 %) confirment une tension structurelle sur le marché locatif. Les barrières administratives ou financières, comme l'absence de garant ou de cote de crédit (12,6 %), constituent un frein significatif, surtout pour les nouveaux arrivants, voici deux répondantes qui clarifient ces données : « C'est vraiment pour les nouveaux arrivants, vraiment, c'est le logement. Pas parce qu'on n'a pas les moyens de payer, mais parce que personne ne veut nous faire confiance en fait. » (E-3); une autre ajoute: « Ils nous ont demandé un dépôt de 3 mois de garantie donc. Ce qui est normalement interdit, mais c'était la seule solution. » (E-1).

6.3 Enjeux liés à l'intégration sociale

La discrimination est faiblement présente (6) dans le contexte trifluvien; une grande majorité déclare n'avoir jamais été victime de discrimination (9 immigrants sur 10).

Toutefois, on note plusieurs indécis ou non-réponses; ce qui signifie une probable sous-déclaration de la discrimination.

Figure 9: Victime de discrimination ou traité injustement



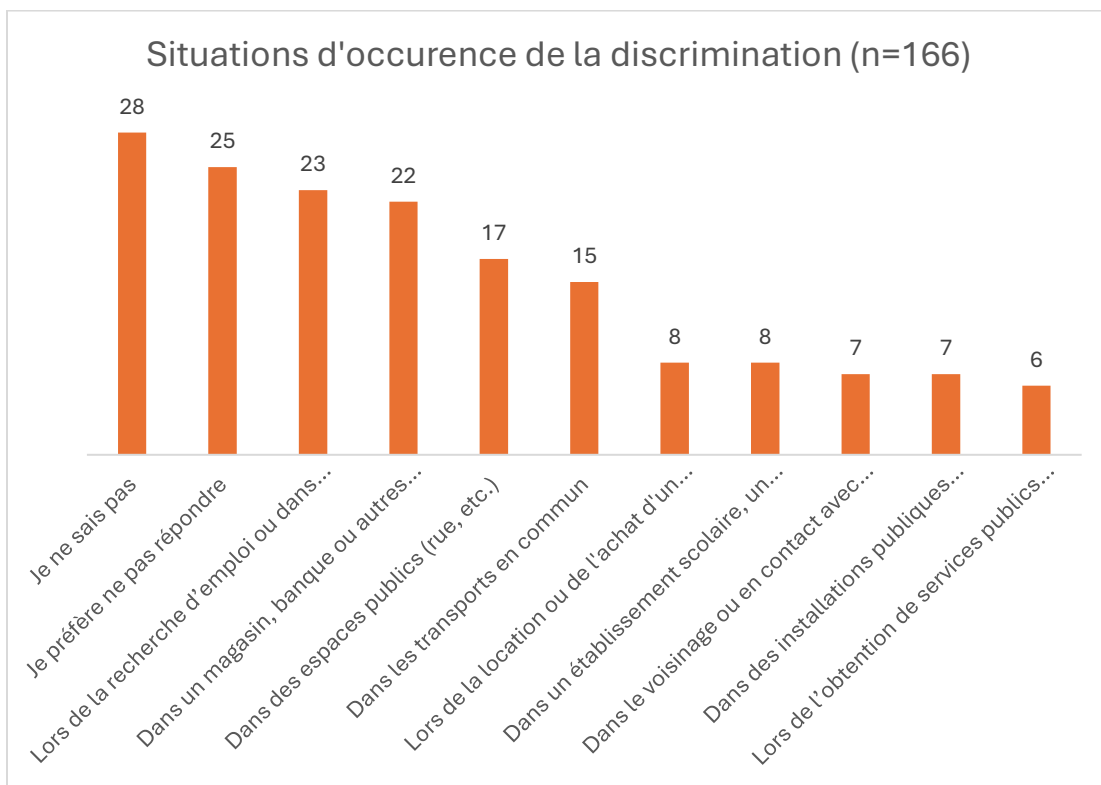
Les formes de discrimination les plus fréquemment rapportées concernent la couleur de peau (36), la langue ou l'accent (34) et l'appartenance ethnique ou culturelle (32), indiquant une forte dimension racialisée des expériences vécues. Une répondante affirme avoir subi des insultes en lien avec la langue : « Une femme, mais ben je vais même pas dire ce qu'elle dit, mais elle m'a insultée en français parce qu'elle a cru que je parle pas français. » (E-6). Les motifs liés à la condition sociale (16) et à la religion (11) sont également présents, mais à un niveau moindre. Les facteurs comme le sexe, les opinions, l'âge ou une limitation fonctionnelle sont mentionnés plus marginalement, suggérant une hiérarchisation des motifs perçus. Le tableau met en évidence que les discriminations perçues sont principalement associées à des marqueurs identitaires visibles ou audibles. Certaines personnes, notamment racisées, perçoivent des préjugés persistants envers les personnes immigrantes, rapportent une vigilance accrue dans leurs interactions et expriment une réticence à partager leur culture par crainte du jugement. Comme le disait cette répondante : « Il y a beaucoup de stéréotypes. Trop de stéréotypes. » (E-3)

Les situations et/ou lieux d'occurrence de la discrimination concernent principalement les moments de recherche d'emploi, les magasins, les transports en commun et les espaces publics.

Évolution de la discrimination depuis 2022

La comparaison entre le rapport de 2022 et le rapport de 2026 montre une évolution nuancée de la manière dont la discrimination apparaît dans les données à Trois-Rivières. En 2022, la discrimination ressortait de façon plus frontale et plus structurée dans les résultats : les personnes immigrantes identifiaient clairement la langue ou l'accent, l'appartenance ethnique et la couleur de peau comme principaux motifs de discrimination, notamment dans la recherche de logement, la recherche d'emploi et le milieu de travail, et les témoignages qualitatifs documentaient explicitement des préjugés, des refus et des commentaires dévalorisants. En 2026, le rapport indique d'abord que la discrimination serait faiblement présente, puisque neuf répondant.e.s sur dix déclarent ne pas en avoir été victimes, mais l'analyse détaillée de la section 6.3 nuance fortement cette lecture : des situations discriminatoires sont encore rapportées, surtout en lien avec la couleur de peau, la langue, l'accent et l'appartenance ethnoculturelle, et le texte lui-même évoque une possible sous-déclaration du phénomène. Autrement dit, entre 2022 et 2026, les données ne montrent pas une disparition de la discrimination, mais plutôt une moindre visibilité statistique apparente d'un phénomène qui demeure présent, possiblement plus diffus, plus inégalement vécu et moins systématiquement nommé comme tel par les répondant.e.s.

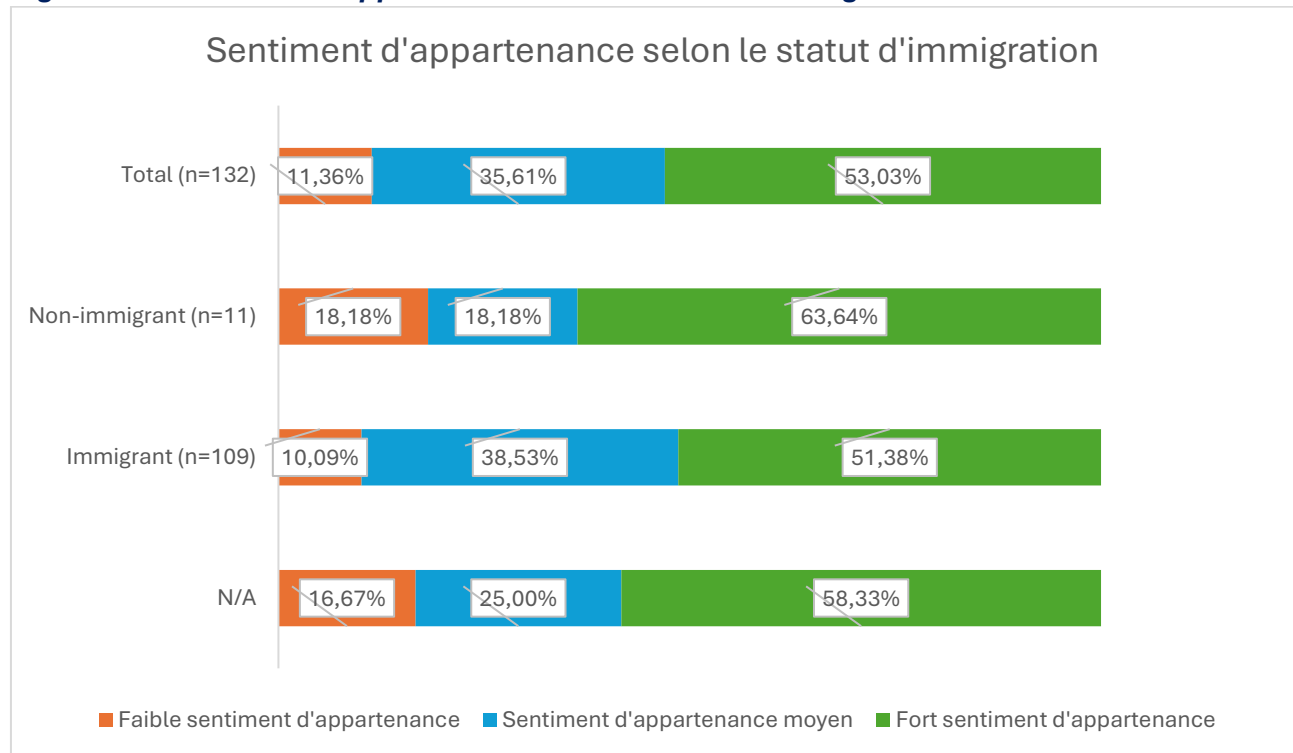
Figure 10: Situations d'occurrence de la discrimination



Une proportion importante de répondants déclare ne pas savoir où la discrimination s'est produite (28) ou préfère ne pas répondre (25), ce qui suggère un inconfort ou une difficulté à nommer les situations vécues. Parmi les contextes identifiés, la recherche d'emploi (23) et les commerces (22)

ressortent comme des lieux significatifs d'occurrence. Les espaces publics (17) et les transports (15) apparaissent également comme des environnements où des expériences discriminatoires sont rapportées. Les situations liées au logement, aux établissements ou au voisinage sont moins fréquentes, mais indiquent que la discrimination traverse plusieurs sphères de la vie quotidienne.

Figure 11 : Sentiment d'appartenance selon le statut d'immigration

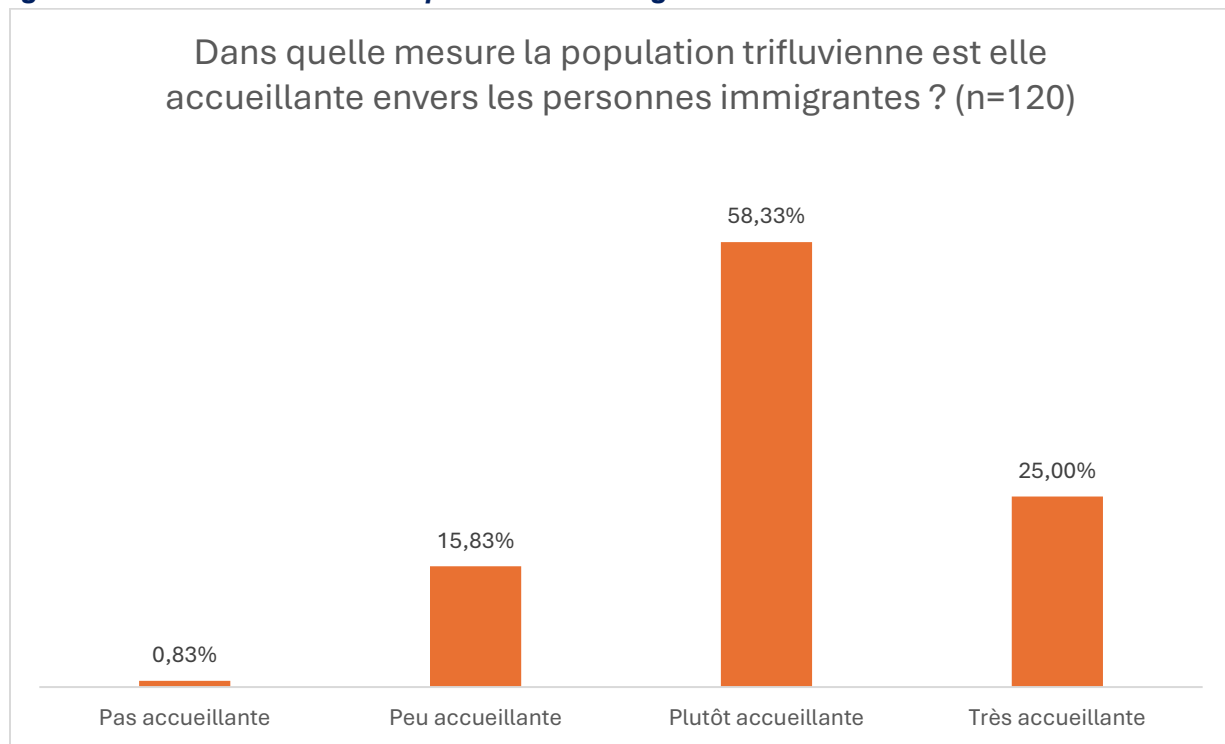


Plus de la moitié des répondants déclarent un fort sentiment d'appartenance (53,03 %), ce qui indique une intégration globale relativement positive. Comme le notent ces deux répondantes : « Nous on est arrivé ici parce qu'on veut devenir des Québécois. On est des Québécois maintenant, c'est bon. » (E-1), une autre précise : « Il y a des bonnes personnes ici, j'en ai rencontré. Et puis ces bonnes personnes vous donnent envie de rester, vous donnent envie d'avancer. » (E-7).

Les non-immigrants présentent la proportion la plus élevée de fort sentiment d'appartenance (63,64 %), comparativement aux immigrants (51,38 %). Les immigrants sont plus nombreux à déclarer un sentiment d'appartenance moyen (38,53 %) que les non-immigrants (18,18 %), suggérant une intégration en consolidation. Le faible sentiment d'appartenance demeure minoritaire dans l'ensemble des groupes (12 %), mais il est légèrement plus présent chez les non-immigrants que chez les immigrants.

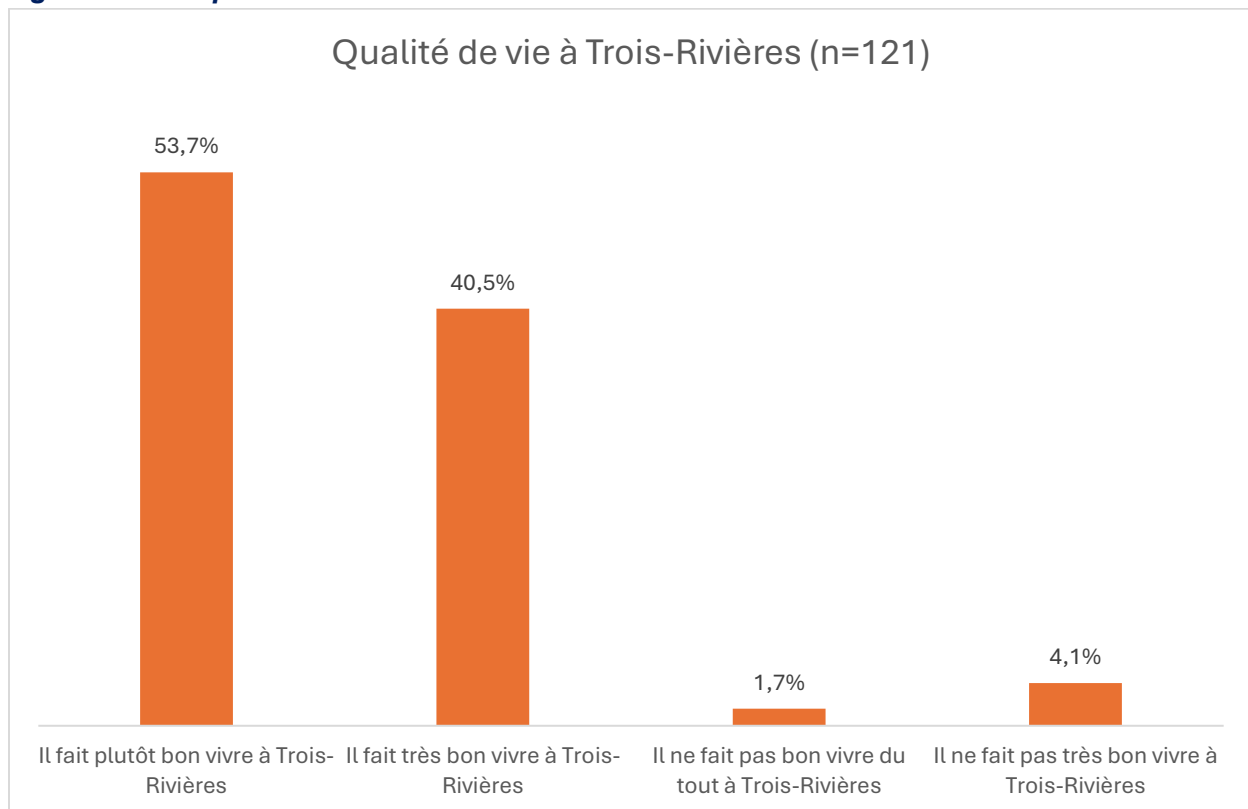
Trois-Rivières est perçu comme une municipalité dans laquelle il fait bon vivre et dans laquelle la population trifluvienne est plutôt accueillante envers les personnes immigrantes.

Figure 12 : Accueil envers des personnes immigrantes



Une large majorité des répondants perçoit la population trifluvienne comme accueillante, avec 58,33 % la jugeant plutôt accueillante et 25 % très accueillante. Les perceptions négatives demeurent marginales, seulement 0,83 % estimant la population pas accueillante. Toutefois, 15,83 % considèrent la population peu accueillante, ce qui indique une expérience nuancée pour une part non négligeable des répondants. L'image d'accueil est positive, mais elle n'est pas homogène et laisse place à certaines réserves : « Il y a des gens qui sont très accueillants. » (E-2), une autre personne exprime toutefois une réserve : « Le gouvernement a décidé de l'immigration. Ce qui n'est pas une mauvaise politique en soi, mais le gouvernement n'a pas éduqué les Québécois à recevoir les immigrants. » (E-5).

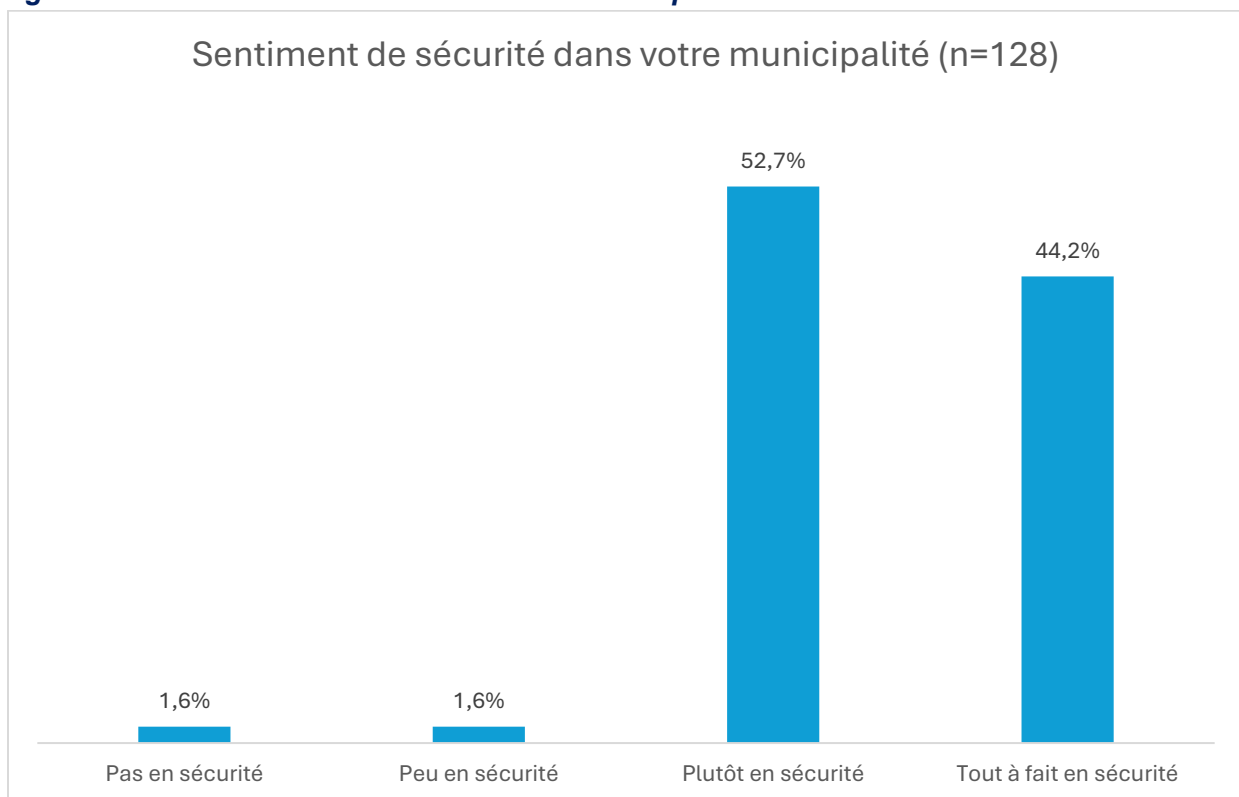
Figure 13 : La qualité de vie à Trois-Rivières



La perception de la qualité de vie à Trois-Rivières est largement positive, avec 53,7 % des répondants affirmant qu'il y fait plutôt bon vivre et 40,5 % qu'il y fait très bon vivre. Les perceptions négatives demeurent marginales, seulement 1,7 % estimant qu'il n'y fait pas bon vivre du tout et 4,1 % pas très bon vivre. La combinaison des réponses positives atteint plus de 94 %, ce qui indique un fort niveau de satisfaction globale. Ces résultats suggèrent que la qualité de vie constitue un facteur d'attraction et de rétention significatif pour la population.

Plusieurs répondants soulignent un réseau de soutien (famille, amis) très faibles ou plutôt faibles à Trois-Rivières (54). L'isolement semble aussi être une préoccupation réelle pour plusieurs répondants. Ils sont en effet près de 32 sondés à se déclarer très isolés ou assez isolés.

Figure 14 : Sentiment de sécurité dans la municipalité



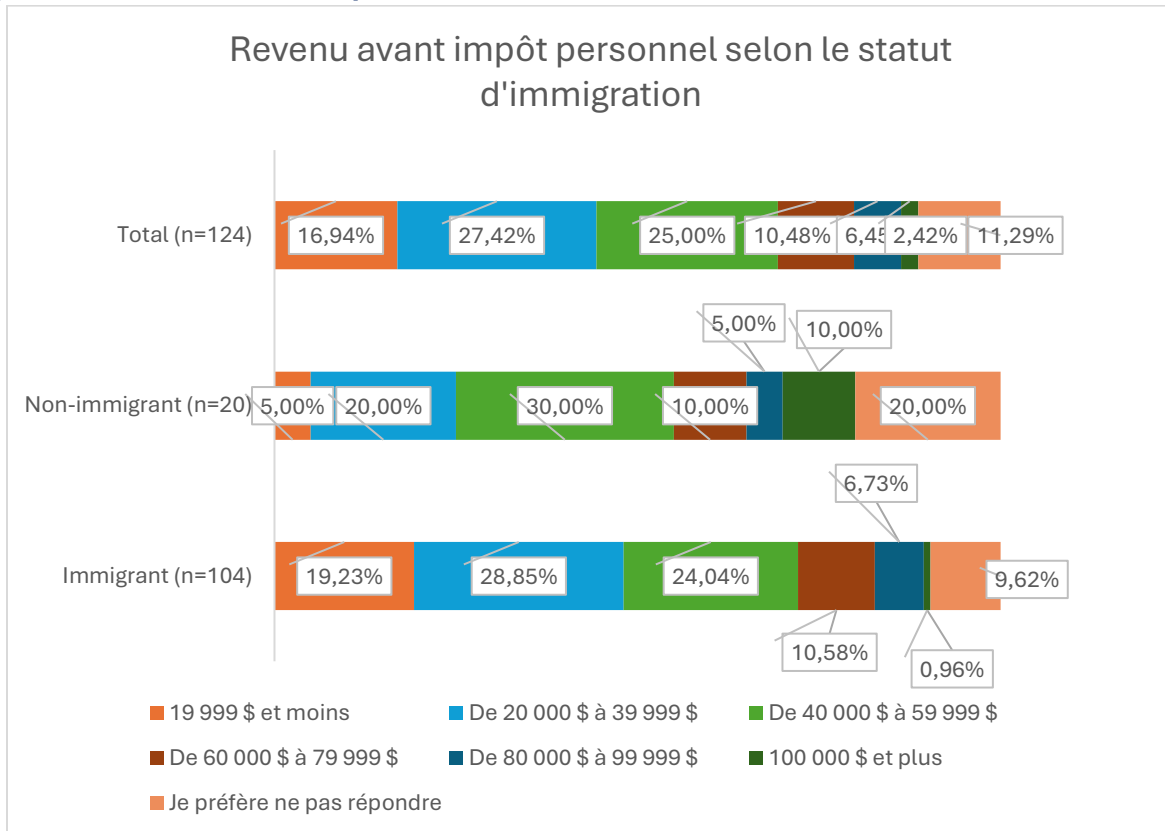
Le sentiment de sécurité est très élevé, avec 52,7 % des répondants se disant plutôt en sécurité et 44,2 % tout à fait en sécurité. Les perceptions d'insécurité sont marginales, seulement 1,6 % déclarant ne pas se sentir en sécurité et 1,6 % peu en sécurité. Plus de 96 % des répondants expriment un niveau de sécurité positif, ce qui indique un climat perçu comme stable et rassurant. Les répondantes le confirment : « Tant qu'il y a ce respect, Ben ça va. » (E-4), une autre répondante explique : « Ma voisine me ramène un cadeau, elle est tellement gentille. » (E-1).

Ce fort sentiment de sécurité constitue un levier important pour l'attractivité et la rétention des populations. La plupart se sent parfaitement en sécurité dans la municipalité de Trois-Rivières.

6.4 Enjeux liés à l'intégration professionnelle

La majorité des emplois des répondants est constitué des emplois permanents (47 %) et des emplois temporaires (18 %). Le travail autonome est faiblement présent. La tranche de salaire médiane dans l'échantillon est de 40000 à 59999\$.

Figure 15 : Revenu avant impôt

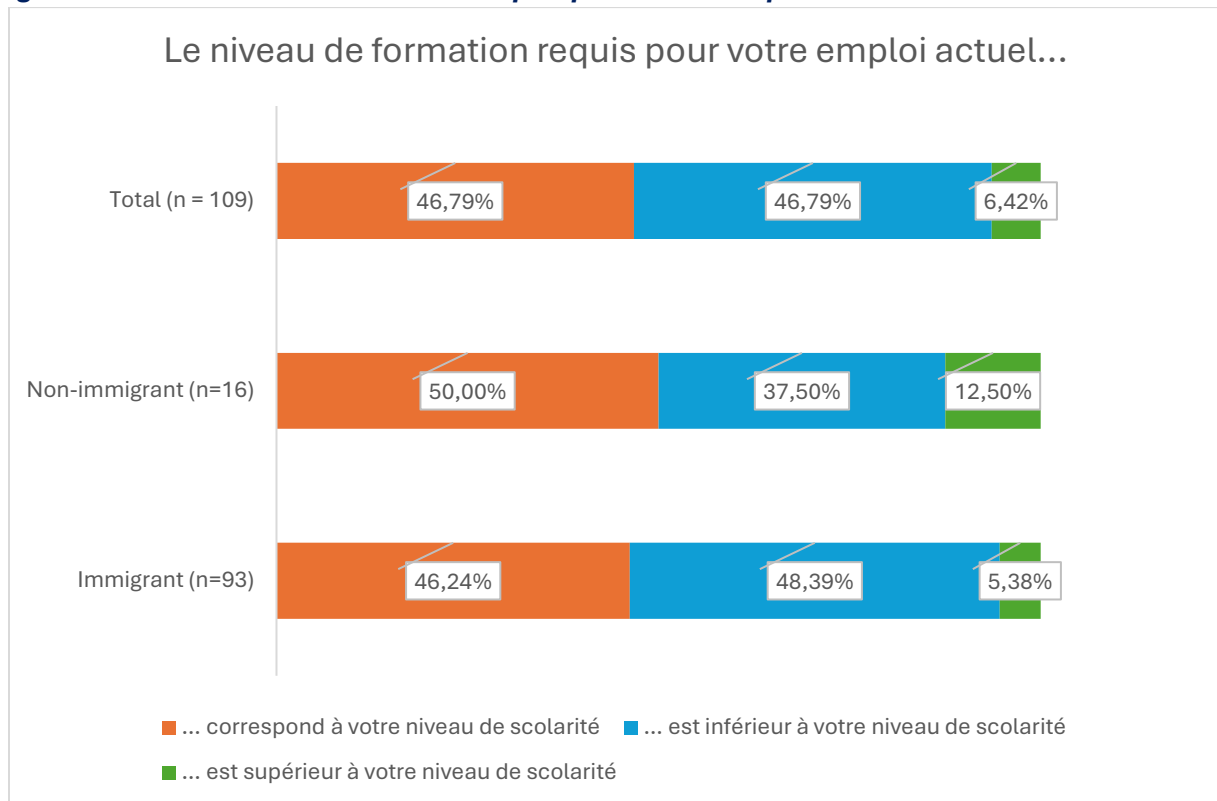


Les immigrants sont proportionnellement plus nombreux dans les tranches de revenus inférieures, notamment sous 40 000 \$, comparativement aux non-immigrants. Les non-immigrants présentent une présence plus marquée dans les catégories de revenus élevés, particulièrement au-delà de 80 000 \$. La classe médiane 40 000 \$ à 59 999 \$ regroupe des proportions similaires dans les deux groupes, indiquant une certaine convergence au centre de la distribution. Les données suggèrent un écart économique structurel défavorable aux immigrants en matière de revenu personnel avant impôt.

3 personnes sur 10 déclarent avoir eu des problèmes ou difficultés pour trouver leur emploi actuel. Voici quelques commentaires de la part d'une répondante : « Pour mon conjoint ça a vraiment pas été ça parce que lui il a vraiment cherché longtemps je crois pendant 2 à 3 mois avant de trouver un emploi. », elle ajoute ailleurs : « On ne nous fait pas confiance pour des emplois. » (E-3).

Des enjeux de déqualification sont présents à Trois-Rivières car 4 répondants sur 10 soulignent que leur niveau de formation requis pour leur emploi actuel est inférieur à leur niveau de scolarité.

Figure 16 : Le niveau de formation requis pour votre emploi

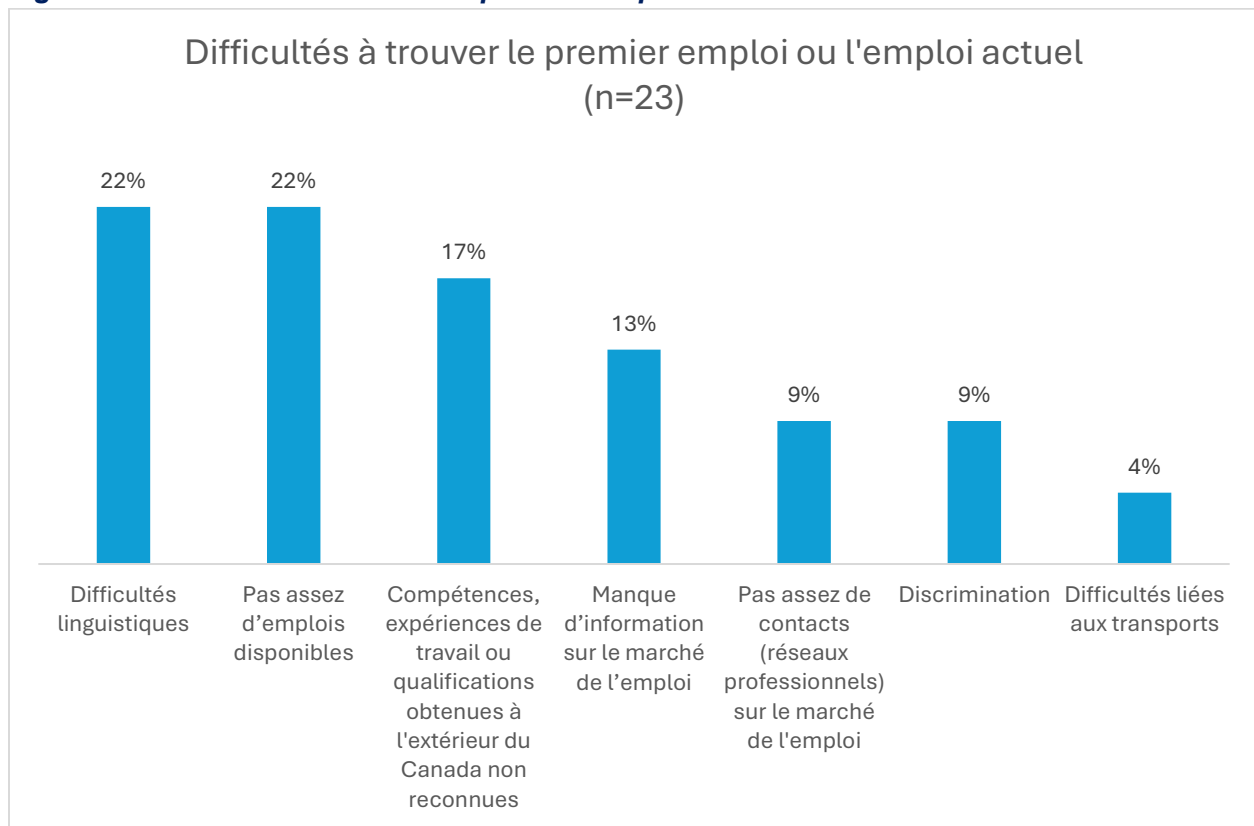


Les difficultés d'accès au premier emploi sont principalement les difficultés linguistiques, le manque d'emplois disponibles et les problématiques liés aux exigences de l'expérience canadienne.

Près de la moitié des répondants estiment que leur emploi correspond à leur niveau de scolarité, tant chez les immigrants que chez les non-immigrants. Les immigrants sont légèrement plus nombreux à déclarer que leur emploi est inférieur à leur niveau de scolarité, ce qui suggère un phénomène de déclassement professionnel. Les non-immigrants rapportent plus souvent occuper un emploi supérieur à leur niveau de formation comparativement aux immigrants.

Ces données indiquent une intégration professionnelle partielle des immigrants, marquée par une sous-utilisation relative des compétences.

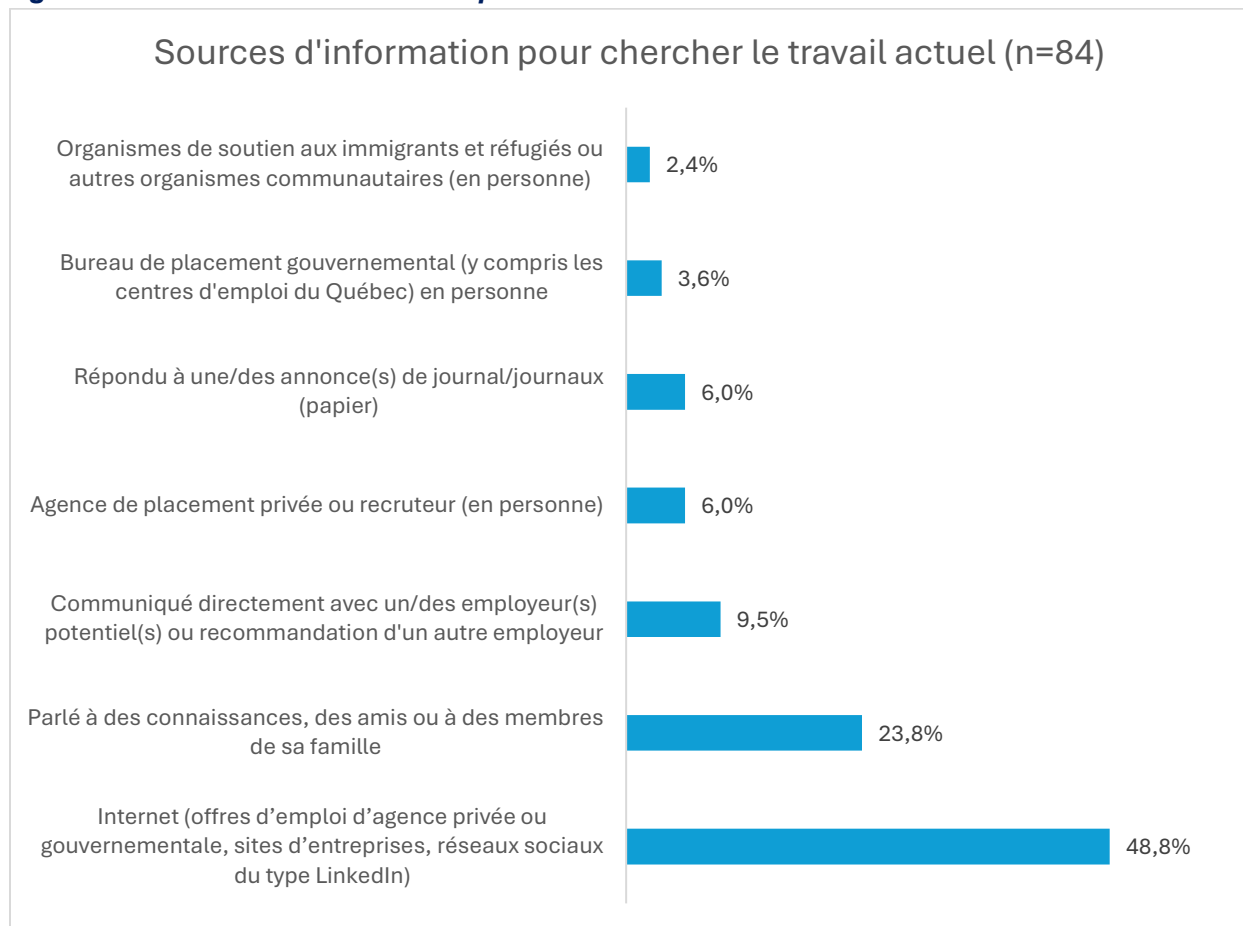
Figure 17 : Difficultés à trouver le premier emploi



Les principales difficultés identifiées sont les barrières linguistiques et le manque d'emplois disponibles, chacune mentionnée par 22 % des répondants. La non-reconnaissance ou l'inadéquation des compétences représente également un obstacle important, citée par 17 %.

Le manque d'information et de contacts professionnels constitue un frein additionnel à l'insertion en emploi. Bien que moins fréquemment mentionnée, la discrimination demeure présente, indiquant que les obstacles à l'emploi sont à la fois structurels et relationnels.

Figure 18 : Sources d'information pour chercher le travail

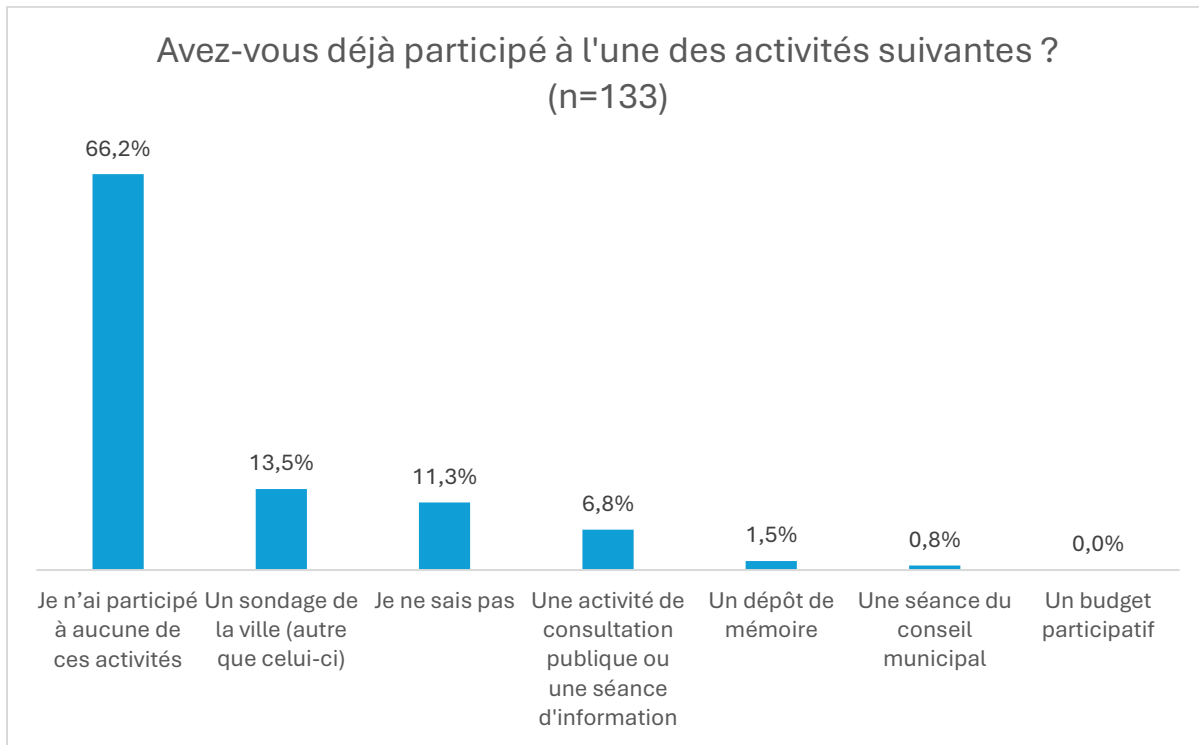


Internet constitue de loin la principale source d'information pour la recherche d'emploi, mentionné par 48,8 % des répondants. Le réseau personnel, incluant amis, connaissances et famille, représente la deuxième source la plus mobilisée avec 23,8 %. Les canaux institutionnels formels, comme les bureaux gouvernementaux ou les organismes spécialisés, sont peu utilisés comparativement aux outils numériques et aux réseaux informels. Ces résultats suggèrent une forte dépendance aux plateformes en ligne et au capital social, le réseau de connaissance familiale dans les démarches d'accès à l'emploi. Concernant les sources d'information pour trouver un emploi, une répondante explique : « Elle m'a référé à stratégie carrière pour que j'essaye de trouver un emploi. » Elle précise aussi : « J'ai suivi le programme stratégie carrière je crois 3 mois. » (E-5).

6.5 Enjeux liés à l'accueil et à l'intégration des personnes immigrantes à Trois-Rivières

Dans l'ensemble, on note chez les populations immigrantes, une faible participation aux activités de la ville.

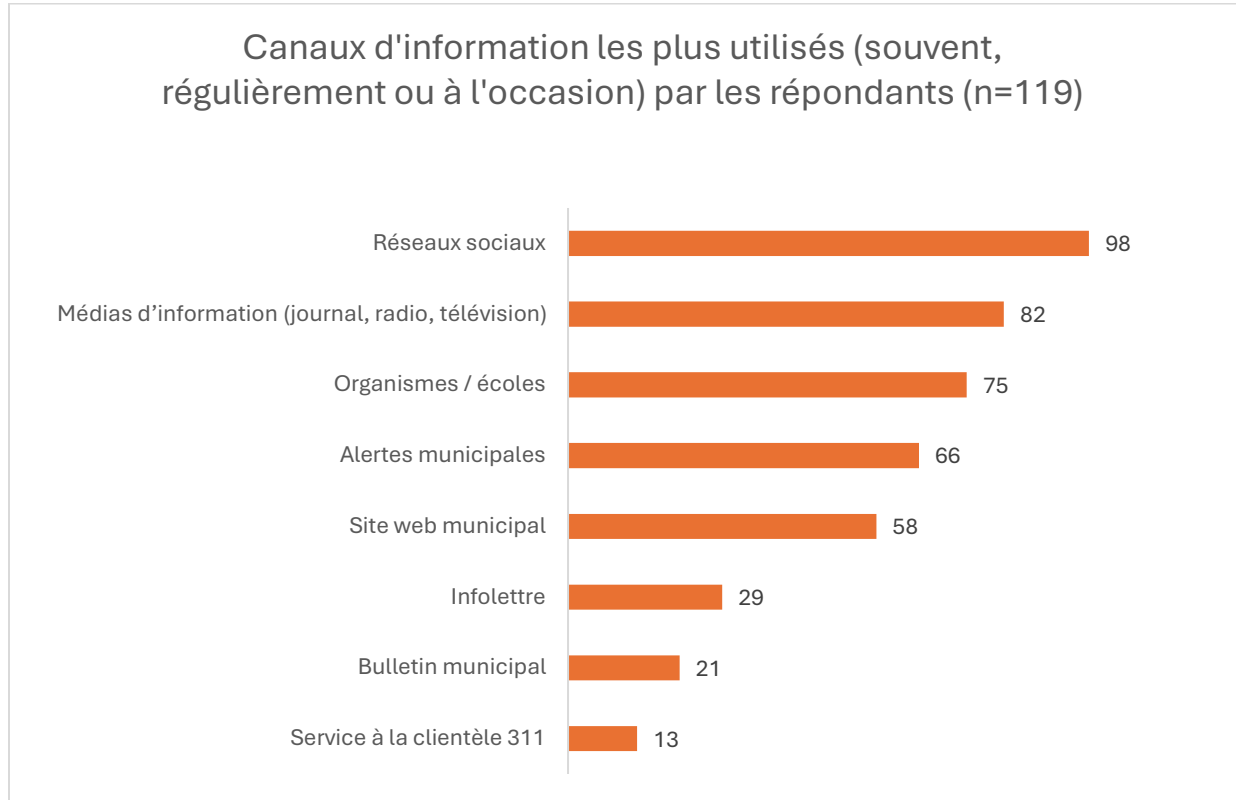
Figure 19 : Participation aux activités



Une majorité marquée des répondants, soit 66,2 %, n'a participé à aucune des activités proposées, indiquant un faible niveau d'engagement civique formel. La participation la plus fréquente concerne les sondages municipaux, mais elle demeure limitée à 13,5 %. Les formes plus institutionnalisées de participation, comme les consultations publiques ou les séances du conseil municipal, affichent des taux très faibles. Ces données suggèrent un écart important entre les dispositifs participatifs offerts et la mobilisation effective de la population.

En effet, on note dans les entrevues que les activités sont jugées peu inclusives, surtout en hiver. Les familles soulignent un manque d'activités hivernales accessibles et abordables, des loisirs souvent pensés pour des publics déjà initiés (ski, patinage), l'absence d'accompagnement ou d'initiation pour les nouveaux arrivants : « C'est vrai qu'en été c'est plus le fun qu'en hiver et y a pas vraiment aussi d'activité à faire en hiver. » (E-2), une précise : « Pendant l'été y a plein de parcs ça on va pas en discuter mais pendant l'hiver y a pas assez de musées divertissants. » (E-6).

Figure 20 : Canaux d'information les plus utilisés



Les réseaux sociaux constituent le principal canal d'information, utilisés par 98 répondants, ce qui confirme leur rôle central dans la circulation des informations locales. Les médias traditionnels et les organismes ou écoles demeurent des sources importantes, mais secondaires par rapport au numérique. Les outils institutionnels directs comme le site web municipal et les alertes municipales sont modérément utilisés. Les canaux plus formels, tels que l'infolettre, le bulletin municipal et le service 311, sont nettement moins mobilisés, indiquant un déficit d'attractivité ou de visibilité. Sur les canaux d'information, une répondante affirme : « Si on a encore des difficultés d'intégration, c'est parce qu'on n'a pas l'information en fait. » (E-1), une autre répondante ajoute : « Quand vous cliquez pour changer le site en anglais, ça n'affiche rien, ça affiche juste pour le tourisme. » (E-2).

La plupart des répondants s'informent peu des enjeux ou des services de leur municipalité. Toutefois, les canaux d'information les plus vulgarisés et utilisés par les répondants sont par ordre d'importance : les réseaux sociaux (98), les médias d'information (journal, radio, télévision) (82), les organismes/écoles (75), les alertes municipales (66), le site web municipal (58).

On note une relative méconnaissance des ateliers d'adaptation et d'intégration à la société québécoise (connaissance du milieu, activités de découverte culturelle et de socialisation) ainsi que des activités de rapprochement interculturel (jumelage, événements, fêtes). À propos de la participation aux activités dans la municipalité, une répondante dit : « Moi honnêtement j'aimerais

bien participer encore plus donc déjà dans tout ce qui est volontariat on va dire mais y a pas assez d'information où aller. » (E-1).

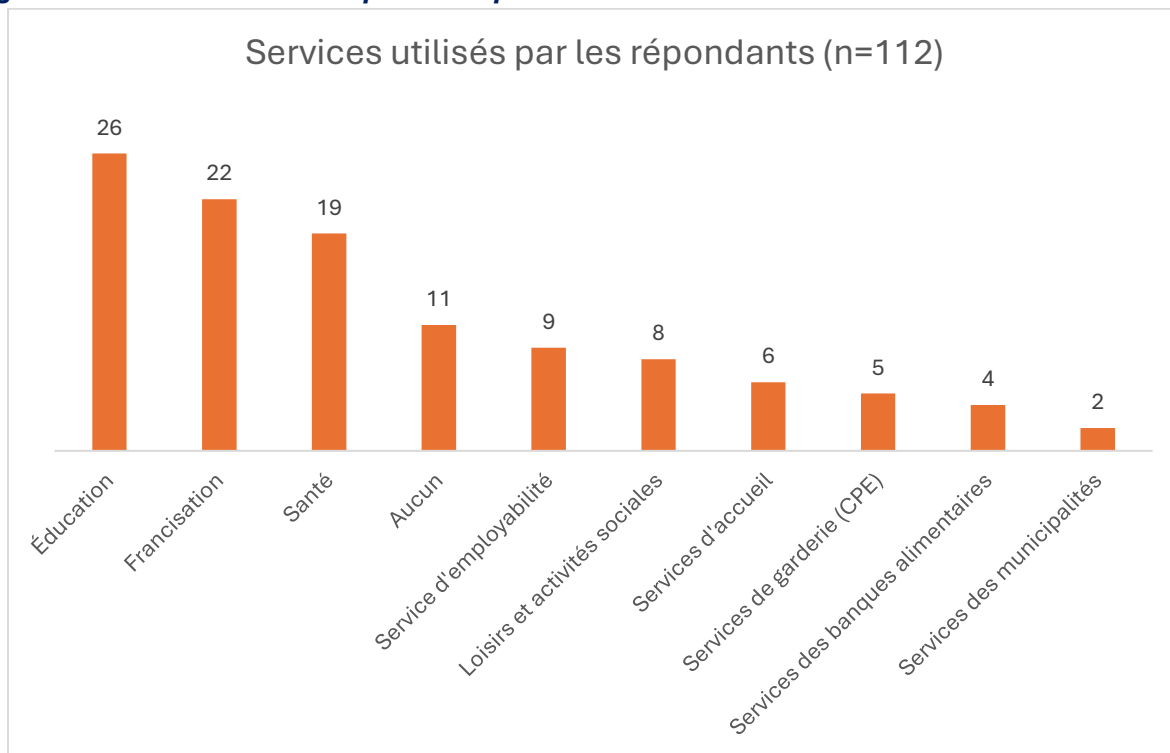
Figure 21 : Activités incitant à sortir de la maison



Les activités liées à la nature dominent largement, avec 87 répondants, ce qui souligne l'importance des espaces verts comme levier d'attractivité. Les activités sportives et la fréquentation des artères commerciales arrivent ensuite à égalité, indiquant une dynamique de loisirs active et diversifiée. Les festivals et fêtes citoyennes jouent également un rôle significatif dans la mobilisation sociale. Les activités religieuses et culturelles institutionnelles sont moins mentionnées, suggérant une participation davantage orientée vers les loisirs accessibles et informels.

Une diversité d'activités incite les répondants à sortir pour leurs loisirs parmi lesquelles les plus en vue sont : les sorties dans les parcs, les activités sportives et la fréquentation des artères commerciales et des restaurants.

Figure 22 : Services utilisés par les répondants

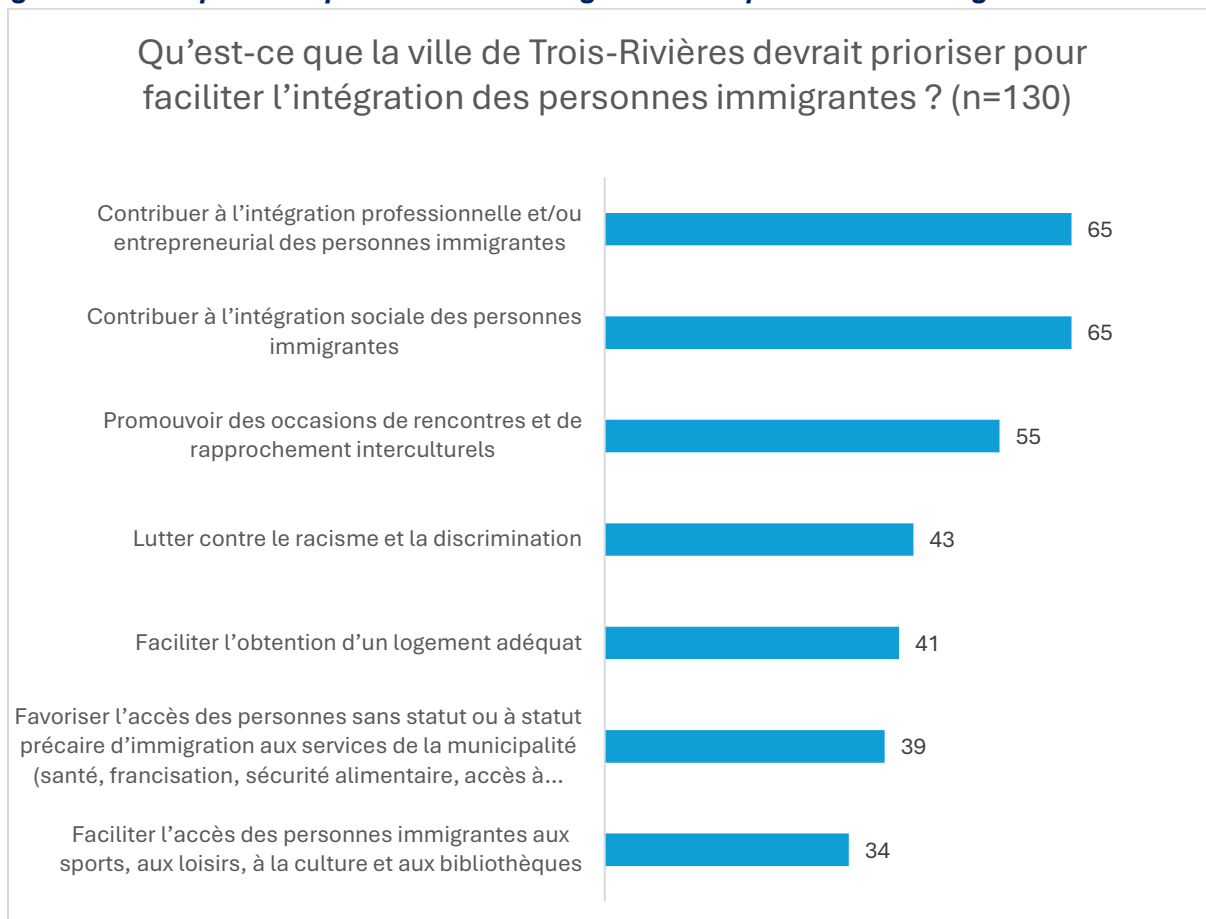


Les services les plus utilisés sont liés à l'éducation (26), à la francisation (22) et à la santé (19), ce qui reflète des besoins fondamentaux d'intégration et de stabilité. Une part non négligeable des répondants indique n'utiliser aucun service (11), suggérant soit une autonomie, soit un déficit d'information ou d'accès. Les services d'employabilité et les loisirs sont mobilisés de manière plus modérée, indiquant une intégration sociale et professionnelle en progression. Les services municipaux, bancaires et de garde sont peu mentionnés, ce qui peut signaler une sous-utilisation ou une faible visibilité de ces ressources.

En termes d'offre de services aux personnes immigrantes et aux réfugiés et demandeurs d'asile, le SANA apparaît comme pivot quasi exclusif. En effet, dans l'ensemble des entrevues, le SANA est identifié comme le principal, voire l'unique point d'appui institutionnel. Un acteur clé pour le logement, l'emploi, l'accompagnement administratif, le transport et le soutien moral. Cette centralité révèle à la fois l'efficacité du SANA mais aussi une dépendance forte à un seul organisme, ce qui pose des enjeux de capacité et de continuité. Aussi, le SANA est une ressource structurante (mais non universelle). Pour certaines personnes, le SANA a joué un rôle clé dans l'accompagnement administratif, la compréhension des normes sociales et éducatives et l'orientation vers d'autres services (emploi, formation). Il apparaît que l'accès aux services dépend fortement du capital social et économique initial.

Les répondants sont d'avis que l'intégration professionnelle (emploi), l'intégration sociale (sentiment d'appartenance) et la promotion des occasions de rencontres et de rapprochements interculturels sont les activités à prioriser pour faciliter l'intégration des personnes immigrantes.

Figure 23 : Les priorités pour faciliter l'intégration des personnes immigrantes



Les priorités identifiées portent d'abord sur l'intégration professionnelle et sociale, chacune mentionnée par 65 répondants, indiquant une attente forte envers des leviers structurels d'inclusion. La promotion des rencontres interculturelles arrive en troisième position, soulignant l'importance du vivre-ensemble et du rapprochement entre les communautés. La lutte contre le racisme et la discrimination ainsi que l'accès au logement figurent parmi les préoccupations importantes, révélant des enjeux systémiques persistants. L'accès aux services municipaux et aux activités culturelles est moins priorisé, mais demeure un vecteur complémentaire d'intégration à consolider. Concernant les priorités pour faciliter l'intégration, une répondante déclare : « Moi je vais d'abord dire le logement. » (E-7), une autre conclut à propos des efforts à faire dans les municipalités : « Il faut vraiment les sensibiliser eux plus que nous parce que nous on fait ces recherches avant de venir ici. » (E-1).

6.6. Forces, faiblesses, opportunités et menaces (FFOM) de l'écosystème de Trois-Rivières

1. Forces

L'écosystème trifluvien présente plusieurs atouts structurants en matière d'accueil et d'intégration. La qualité de vie constitue un levier majeur d'attractivité, largement reconnue par les répondants, avec plus de 94 % qui considèrent qu'il fait bon vivre à Trois-Rivières. Le sentiment de sécurité est également très élevé (plus de 96 %), ce qui renforce la stabilité du milieu de vie.

La ville bénéficie d'une perception globalement positive en matière d'accueil, la majorité des répondants qualifiant la population de plutôt ou très accueillante. La présence d'un organisme pivot, le SANA, constitue un levier structurant pour l'accompagnement des personnes immigrantes, notamment en matière d'installation, d'emploi et d'intégration sociale.

Le territoire attire une population immigrante qualifiée, majoritairement universitaire, ce qui représente un potentiel important pour le développement économique et social. La diversité linguistique et culturelle en croissance contribue également à enrichir le tissu social local.

2. Faiblesses

Malgré ces atouts, plusieurs faiblesses structurelles persistent. **L'accès au logement** constitue un enjeu central, avec près de 38 % des répondants ayant rencontré des difficultés, principalement liées au coût, à la rareté de l'offre et aux exigences administratives.

L'intégration professionnelle demeure partielle, marquée par des situations de déqualification et des écarts de revenus défavorables aux personnes immigrantes. Les obstacles identifiés incluent les **barrières linguistiques**, le manque de réseaux et la non-reconnaissance des compétences.

Contrairement à une lecture superficielle, **la discrimination** est bien présente à Trois-Rivières. Même si elle est déclarée comme faible, les données montrent des expériences concrètes liées à la couleur de peau, à la langue et à l'origine, avec une probable sous-déclaration.

On observe également une faible participation aux activités municipales (66 % de non-participation), une **méconnaissance des services** et une dépendance à des canaux informels d'information. L'isolement social demeure une réalité importante pour une partie des répondants.

3. Opportunités

Plusieurs opportunités stratégiques se dégagent pour renforcer l'écosystème. La présence d'un **cadre politique structurant** (politique municipale, plan d'action en développement social) offre une base solide pour développer des actions intégrées.

Le potentiel de la **population immigrante qualifiée** constitue un levier majeur, notamment pour répondre aux besoins du marché du travail local. Le développement de mécanismes de reconnaissance des compétences et d'arrimage emploi-formation représente une opportunité clé. La forte utilisation des **réseaux sociaux** ouvre des perspectives pour améliorer la diffusion de l'information et la mobilisation citoyenne. De même, le développement d'activités de

rapprochement interculturel est identifié comme une priorité par les répondants, ce qui offre un levier direct pour renforcer la cohésion sociale.

La consolidation de **la concertation** entre acteurs et la diversification de l'offre de services permettraient de réduire la dépendance à un seul organisme et d'améliorer la continuité des parcours d'intégration.

4. Menaces

L'écosystème trifluvien est exposé à plusieurs risques. Les tensions sur le marché du **logement** constituent une menace majeure, susceptible de fragiliser durablement l'installation et la rétention des personnes immigrantes.

Les **incohérences** entre les politiques migratoires et les réalités locales peuvent également limiter la capacité d'action des acteurs municipaux et accentuer les situations de précarité liées aux statuts temporaires.

Le maintien de mécanismes de **discrimination**, même faibles ou diffus, représente un risque pour la cohésion sociale et le sentiment d'appartenance, particulièrement pour les personnes racisées. La **faible** participation citoyenne et la distance institutionnelle observée constituent une menace à moyen terme, car elles limitent l'appropriation des services et la construction d'un lien durable entre les personnes immigrantes et leur milieu d'accueil.

Tableau 1– Analyse FFOM de l'écosystème de Trois-Rivières

Forces	Faiblesses
Qualité de vie très élevée et forte attractivité du territoire	Difficultés importantes d'accès au logement
Sentiment de sécurité très élevé	Déqualification et écarts de revenus
Perception globalement positive de l'accueil	Discrimination présente (même si sous-déclarée)
Présence structurante du SANA	Faible participation aux activités municipales
Population immigrante qualifiée	Isolement social et faibles réseaux de soutien
Diversité culturelle et linguistique croissante	Méconnaissance des services et des dispositifs

Opportunités	Menaces
Cadre politique municipal structurant (politiques, plans d'action)	Pression sur le marché du logement
Valorisation du capital humain des immigrants qualifiés	Instabilité des politiques migratoires
Développement de l'arrimage emploi-compétences	Maintien de discriminations et préjugés
Utilisation des réseaux sociaux pour informer et mobiliser	Distance institutionnelle persistante
Développement des activités interculturelles	Risque de faible ancrage et participation sociale
Renforcement de la concertation des acteurs	Vulnérabilité liée aux statuts migratoires

7. Discussion

Le croisement entre les tendances observées dans les données quantitatives et les besoins formulés lors des échanges avec les personnes immigrantes, réfugiées, demandeuses d'asile et les parties prenantes met en évidence une dynamique centrale: le territoire semble offrir des conditions de vie globalement favorables, mais l'intégration demeure freinée par des vulnérabilités structurelles et une distance persistante entre les dispositifs institutionnels et les parcours vécus. D'un côté, les graphiques montrent un climat perçu comme relativement positif: la majorité des répondants qualifient Trois-Rivières de municipalité accueillante et déclarent une bonne qualité de vie, tout en rapportant un sentiment de sécurité élevé. Ces indicateurs suggèrent que la ville dispose d'atouts importants sur le plan du cadre de vie, de la tranquillité et de l'acceptabilité sociale globale. De l'autre côté, ces mêmes données révèlent des fragilités qui se cumulent et qui rejoignent directement les besoins exprimés dans les entretiens: l'enjeu du logement apparaît comme une contrainte majeure, puisque la plupart des personnes immigrantes se trouvent dans une situation locative et rapportent que le coût, la rareté de l'offre, l'absence de garant ou l'exigence d'un historique de crédit constituent des obstacles concrets. Ce constat quantitatif s'articule avec les propos qualitatifs qui insistent sur la nécessité de solutions structurantes, car la crise du logement ne se traduit pas seulement par une difficulté ponctuelle d'installation, mais par une précarisation durable pouvant réduire la mobilité sociale, fragiliser la santé et limiter la participation à la vie collective.

Le même type de logique est observable en matière d'intégration professionnelle. Les données indiquent que plusieurs répondants, notamment parmi les personnes immigrantes, disposent d'un niveau de scolarité élevé, mais se trouvent en situation de revenus plus faibles ou d'emplois ne correspondant pas toujours à leur formation. Les difficultés évoquées pour accéder au premier

emploi ou à l'emploi actuel, telles que les obstacles linguistiques, le manque de contacts, le manque d'information ou la discrimination, confirment que le problème n'est pas uniquement individuel mais renvoie à des mécanismes d'accès au marché du travail qui valorisent certains capitaux (réseaux, codes locaux, reconnaissance implicite des diplômes) au détriment d'autres. Cette réalité rejoint fortement les besoins exprimés concernant la lutte contre la déqualification et l'accès à des mécanismes d'accompagnement capables de soutenir un arrimage réel entre compétences, secteurs d'emploi et opportunités territoriales.

Un autre résultat majeur concerne la relation à l'institution municipale et aux canaux formels de participation. Les taux très élevés de non-participation aux activités municipales et l'usage limité des canaux institutionnels plus traditionnels, comparativement à la place importante des réseaux sociaux et des relais informels, signalent une distance institutionnelle: l'information circule, mais pas nécessairement par les voies municipales, et la participation civique ne suit pas mécaniquement l'appréciation positive de la ville. Cette tension est précisément celle que mettent en mots les personnes rencontrées lorsqu'elles demandent un meilleur accès à l'information, un accompagnement administratif plus lisible et une consolidation de l'écosystème d'accueil et d'intégration.

La lecture sociologique qui se dégage de ce croisement est donc claire: Trois-Rivières bénéficie d'un capital territorial favorable en matière de qualité de vie et de sécurité, mais les conditions d'intégration sont encore trop dépendantes de la capacité individuelle à se repérer, à activer des réseaux et à contourner des barrières structurelles, notamment en logement, en emploi, en accès aux soins et dans les parcours administratifs. Les besoins exprimés ne relèvent pas d'une demande de services additionnels au sens strict, mais d'une attente de cohérence, de médiation et de continuité dans l'expérience institutionnelle.

8. Pistes de solutions et leviers d'action

Les pistes d'action formulées par les personnes rencontrées convergent vers une même logique: renforcer l'intégration ne consiste pas seulement à multiplier les services, mais à réduire les frictions institutionnelles et à agir sur les facteurs structurels qui déterminent, en amont, la capacité de s'installer, de s'insérer, de participer et d'appartenir.

Le renforcement de l'accès à l'information et de l'accompagnement administratif doit être compris comme une réponse à la complexité des parcours, où les démarches sont fragmentées entre plusieurs paliers et organisations. L'enjeu n'est pas uniquement informationnel; il est organisationnel et relationnel. Lorsque l'information est dispersée ou formulée dans un langage trop technique, les personnes les plus vulnérables deviennent celles qui doivent fournir le plus d'efforts pour accéder à leurs droits et aux ressources disponibles. Une action efficace implique donc une médiation accrue entre l'institution et les publics, afin de rendre l'offre de services plus lisible, plus accessible et mieux adaptée aux réalités des statuts migratoires diversifiés. Dans cette perspective, l'accompagnement administratif agit comme un levier de prévention, en limitant les risques de décrochage, de retard de démarches ou d'isolement face aux institutions.

L'adaptation de la francisation et le développement de solutions structurantes en logement relèvent d'une même rationalité: répondre à des besoins qui varient selon les profils et les contraintes de vie, tout en agissant sur des conditions matérielles déterminantes.

La francisation, telle qu'exprimée dans les besoins, ne peut être réduite à un apprentissage linguistique standard; elle est intimement liée à l'employabilité, à la capacité de comprendre les règles institutionnelles et à l'accès à la participation sociale. Diversifier les formats, les rythmes et les objectifs de francisation, c'est reconnaître que l'intégration linguistique est un processus situé, dépendant des horaires de travail, des responsabilités familiales, du niveau de scolarité antérieur et du projet de vie.

Quant au logement, les besoins exprimés pointent vers des obstacles structurels qui dépassent la responsabilité individuelle: coût élevé, rareté, exigences de garantie et discriminations. Les solutions attendues sont donc celles qui modifient les conditions d'accès et sécurisent les trajectoires résidentielles, car sans stabilité résidentielle, l'insertion professionnelle, la santé et la participation sociale se trouvent fragilisées.

Le soutien à l'intégration professionnelle, la lutte contre la déqualification et l'amélioration de l'accès aux soins et services de santé doivent être appréhendés comme des enjeux de reconnaissance et d'équité dans l'accès aux ressources. Les personnes immigrantes peuvent disposer de qualifications élevées, mais être freinées par des mécanismes de sélection implicites du marché du travail local: manque de réseaux, exigences d'expérience locale, processus de reconnaissance complexe, attentes communicationnelles ou culturelles, et parfois discrimination. Agir sur la déqualification implique donc des leviers d'arrimage et de traduction entre compétences et opportunités, en renforçant la capacité des acteurs locaux à reconnaître, valoriser et mobiliser les compétences disponibles sur le territoire.

Sur le plan de la santé, les besoins évoquent moins l'absence de services que les difficultés d'accès effectif et de navigation: barrières linguistiques, enjeux administratifs et vulnérabilités liées au statut. Une approche interculturelle du système de santé et des services sociaux vise précisément à réduire ces obstacles, non par une approche paternaliste, mais en adaptant les modalités d'accueil, d'orientation et de communication aux trajectoires migratoires et aux réalités vécues.

L'amélioration de la participation sociale et du sentiment d'appartenance repose sur l'idée que l'intégration n'est pas seulement économique, mais aussi relationnelle et symbolique. Les personnes peuvent apprécier la qualité de vie et se sentir en sécurité tout en demeurant en marge des espaces civiques ou des réseaux locaux, notamment lorsque les occasions de rencontre sont limitées ou lorsque les dispositifs de participation sont peu accessibles. Les besoins exprimés insistent donc sur des espaces de socialisation, de rencontres interculturelles et de participation qui permettent de transformer la cohabitation en lien social. Ce type de levier agit directement sur la cohésion sociale, puisqu'il réduit les distances, permet la reconnaissance mutuelle et favorise une expérience concrète de la citoyenneté locale, au-delà du statut administratif.

Enfin, la consolidation et la diversification de l'écosystème d'accompagnement constituent un enjeu transversal de gouvernance. Les services peuvent être nombreux, mais insuffisamment coordonnés, ce qui rend les parcours discontinus et augmente les risques de pertes entre les mailles du filet. Les besoins exprimés renvoient donc à une attente de cohérence collective: clarifier les rôles, renforcer la concertation et assurer une continuité entre les différentes étapes de l'accueil, de l'intégration et de la pleine participation. Dans une lecture sociologique des milieux municipaux, cela implique de considérer l'écosystème non comme une somme d'organisations, mais comme une architecture d'action publique locale où la coordination, la circulation de l'information et la capacité d'orientation des personnes deviennent des leviers d'inclusion. Autrement dit, l'enjeu est moins d'ajouter des interventions que de rendre l'ensemble du système plus lisible, plus accessible et plus efficace pour celles et ceux qui en ont le plus besoin, en particulier les personnes aux statuts migratoires plus précaires et aux ressources sociales plus limitées.

9. Conclusion

Les analyses réalisées montrent un portrait contrasté mais globalement encourageant de l'intégration à Trois-Rivières. La majorité des personnes interrogées perçoivent la ville comme accueillante, sécuritaire et agréable à vivre. Ces éléments constituent des forces importantes pour l'attractivité et la rétention des personnes immigrantes. Toutefois, derrière cette appréciation positive du milieu de vie, plusieurs défis demeurent bien réels, notamment en matière de logement, d'intégration professionnelle et d'accès aux ressources institutionnelles.

Les données indiquent que plusieurs personnes immigrantes possèdent un niveau de scolarité élevé, mais occupent des emplois en deçà de leurs compétences ou disposent de revenus plus faibles. À cela s'ajoutent des obstacles liés au coût du logement, à la rareté de l'offre et à certaines barrières administratives. Même si le sentiment d'appartenance est généralement présent, la participation aux activités et aux mécanismes municipaux reste limitée. Cela suggère qu'il existe un écart entre les services offerts et leur appropriation réelle par les personnes concernées.

Trois-Rivières dispose de bases solides pour favoriser l'inclusion, mais des ajustements sont nécessaires pour renforcer la cohérence et l'accessibilité de l'écosystème local. Les besoins exprimés ne demandent pas uniquement plus de services, mais des services mieux coordonnés, plus visibles et mieux adaptés aux réalités des parcours migratoires. En agissant sur l'information, le logement, l'emploi, la francisation et la participation sociale de manière intégrée, la municipalité pourra consolider un modèle d'intégration plus équitable et durable pour l'ensemble de sa population.

BIBLIOGRAPHIE

Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion. (2014). L'immigration au Québec : le rôle du Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et de ses partenaires. Repéré en ligne à <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2434390>

SANA (2025). Rapport annuel 2024-2025. Repéré en ligne [RAPPORT ANNUEL](#)

Ville de Trois-Rivières (2024). La politique pour les personnes immigrantes et nouvellement arrivées de Trois-Rivières. Repéré en ligne [Politique-pour-les-personnes-immigrantes-et-nouvellement-arrivees.pdf](#)

Ville de Trois-Rivières (2024). Le Guide d'accueil des personnes nouvellement arrivées est une publication de la Ville de Trois-Rivières. Repéré en ligne [Guide Pers-Nouvelle-arrivee 2024.pdf](#)

Ville de Trois-Rivières (2023). Le plan d'action en développement social de la Ville de Trois-Rivières. Repéré en ligne [Plan-daction-en-developpement-social-2023-2026-Ville-de-Trois-Rivieres.pdf](#)

Ville de Trois-Rivières (2023). Portrait sociodémographique de la ville de Trois-Rivières. Repéré en ligne [TR-2021-Portrait-sociodemographique_final.pdf](#)

Ville de Trois-Rivières (2022). Plan d'action visant l'accueil, l'inclusion, la pleine participation et la rétention des personnes issues de l'immigration à Trois-Rivières (2022-2025). Repéré en ligne [Politique-immigration 2023 web.pdf](#)

GLOSSAIRE²

Discrimination

Distinction, exclusion ou préférence fondée sur les motifs prévus par la Charte des droits et libertés de la personne du Québec qui a pour effet de détruire ou compromettre l'exercice de ces droits et libertés. Ces motifs sont : la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge (sauf dans la mesure prévue par la loi), la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap. La discrimination peut se manifester tant par l'exclusion que par le harcèlement ou un traitement défavorable.

Diversité ethnoculturelle

Diversité de groupes linguistiques, culturels, racisés, ethniques ou religieux.

Étudiant.e international.e

Personne dont le but principal du séjour au Québec est d'étudier et qui est autorisée à le faire. Sauf exception, le consentement du Québec est requis pour la venue de ces personnes sur son territoire. Le consentement du Québec se traduit par la délivrance d'un Certificat d'acceptation du Québec pour études. Ces personnes font partie de l'immigration temporaire.

Immigration permanente

Terme utilisé pour désigner l'ensemble des personnes admises à titre de résidentes permanentes.

Immigration temporaire

Terme utilisé pour désigner l'ensemble des personnes autorisées à être présentes sur le territoire pour une période limitée et qui le quitteront à l'expiration de leur statut, à moins que ce statut ne soit prolongé ou qu'elles n'acquièrent un autre statut. Il peut s'agir d'une travailleur.euse temporaire, d'un.e étudiant.e international.e, d'une personne qui séjourne pour un traitement médical, d'une personne qui vient à titre de visiteur.euse ou qui est titulaire d'un permis de séjour temporaire.

² Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion. (2014). L'immigration au Québec : le rôle du Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et de ses partenaires. Repéré en ligne à <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2434390>

Inclusion

Ouverture à la participation de personnes de toutes origines à la vie collective de la société, dans l'acceptation de leurs différences et dans le respect des valeurs démocratiques, notamment en levant les obstacles à l'égalité de droits et de conditions.

Intégration

Processus par lequel une personne immigrante en vient à participer pleinement à sa société d'accueil et à s'épanouir selon son potentiel et ses aspirations. L'intégration repose sur l'engagement partagé, soit l'engagement collectif de la société à inclure les personnes de toutes origines et à soutenir l'intégration des personnes immigrantes ainsi que l'engagement individuel de chacune et de chacun à prendre part activement à la vie québécoise dans le respect du cadre civique commun.

Interculturel (relations interculturelles)

Tout ce qui concerne les relations entre groupes ethnoculturels. On parlera par exemple de relations interculturelles, de dialogue interculturel, de compréhension interculturelle, de compétences interculturelles, etc. Les rapports se fondent sur la vision préconisée par l'interculturalisme.

Langue maternelle

Il s'agit de la première langue apprise à la maison dans l'enfance et encore comprise par la personne au moment où les données sont recueillies. Si la personne ne comprend plus la première langue apprise, la langue maternelle est la deuxième langue apprise.

Minorité ethnoculturelle

Personnes qui font partie d'un groupe social minoritaire, d'un point de vue démographique et qui partagent des traits collectifs, entre autres culturels, linguistiques, sociaux ou religieux. Les personnes de minorités ethnoculturelles peuvent être des personnes immigrantes ou nées au Québec.

Minorité racisée

Regroupement de personnes cibles du racisme et d'un processus de racisation, c'est-à-dire l'attribution d'une signification raciale, biologique, à des différences culturelles. Parce que des personnes sont catégorisées socialement sur la base de leur couleur ou de leur type physique et s'y identifient souvent, les sociologues parlent plutôt des « personnes racisées » et de « minorités racisées ».

Participation (pleine)

Désigne un idéal d'engagement de tous les membres de la société dans les sphères de la vie collective. Elle est le reflet d'une conjugaison réussie des capacités et aspirations individuelles et des pratiques inclusives de la société.

Préjugés

Opinions préconçues basées sur des stéréotypes. Ce sont des jugements, habituellement défavorables, portés par un individu à l'endroit d'un autre individu qu'il ne connaît pas, en lui attribuant les caractéristiques qu'il croit attachées au groupe auquel il appartient.

Résident.e permanent.e

Personne ayant légalement immigré au Canada, mais qui n'est pas citoyenne canadienne.

Stéréotype

Image toute faite, caricaturée, des membres d'un groupe, qui nous est imposée par le milieu ou la culture, que l'on répète ou sur laquelle on agit sans jamais l'avoir soumise à un examen critique.

Travailleur.euse qualifié.e

Personne sélectionnée par le Québec pour occuper un emploi qu'elle est vraisemblablement en mesure d'occuper. Les facteurs de sélection pour cette sous-catégorie de la catégorie Immigration économique sont notamment la formation, l'expérience professionnelle, l'âge, la connaissance du français et de l'anglais, les séjours au Québec, les liens familiaux avec un résident ou une résidente du Québec, les caractéristiques de la conjointe ou du conjoint qui l'accompagne, les enfants à charge et la capacité d'autonomie financière.

Travailleur.euse temporaire

Personne étrangère dont le but principal du séjour au Québec est de travailler pour une entreprise déterminée et qui est autorisée à le faire. Le consentement du Québec est requis pour la venue sur son territoire d'un.e travailleur.euse travailleur temporaire si, selon les règles du gouvernement canadien, il doit y avoir, relativement à l'occupation de cet emploi par une personne étrangère, examen des effets sur le marché du travail. Le consentement du Québec se traduit par la délivrance d'un Certificat d'acceptation du Québec pour travail.

